...bis

...bruxelles informations sociales
décembre 2015
n°173

AU FIL DE LA CRÉATIVITÉ

suivez le guide

CBCS
CONSEIL BRUXELLOIS DE
COORDINATION SOCIOPOLITIQUE

Sommaire

Au fil de la créativité

Dossier coordonné par Martine Cornil, pour le CBCS

INTRODUCTION

Le poids des mots… 3
Martine Cornil, pour le CBCS

Etre créatif par nécessité, tout un art ? 4
Jacques Moriau et Alain Willaert, CBCS

SAVOIR CHAUD

Tous en scène ? 7
Martine Cornil, pour le CBCS

La rencontre et le pourquoi du comment… 10
Portrait de Thierry Barez par Martine Cornil, pour le CBCS

Une mise en scène plutôt qu'un discours ? 13
Martine Cornil, pour le CBCS

Madame Agathe, une usagère parmi tant d'autres 14
Une initiative de la Fédération des services sociaux

INTERVIEW POLITIQUE

La culture - proximité, participation, émancipation 17
Interview de Fadila Laanan par Martine Cornil, pour le CBCS

RECYCLAGE

Les sans-papiers citoyens 21
Martine Cornil, pour le CBCS

S'INVESTIR VISIBLEMENT

Isabelle ou comment secouer le cocotier, même s'il s'agit de platanes… 26
Portrait de Isabelle Marchal par Martine Cornil, pour le CBCS

Propre comme un sou neuf 30
Martine Cornil, pour le CBCS

Laurent d'Ursel, créatif pragmatique 33
Martine Cornil, pour le CBCS

SAVOIR FROID

Les politiques sociales à l'ère néo-libérale 37
Jacques Moriau, chargé de recherche au CBCS

CONCLUSION

Ceci n'est pas une conclusion 40
Martine Cornil, pour le CBCS

Les pages intérieures de ce dossier sont imprimées sur du papier 100 % recyclé.

Ceci n'est pas un édito

CBCS
CONSEIL BRUXELLOIS DE COORDINATION SOCIOPOLITIQUE

Bis n° 173 - décembre 2015

Bruxelles Informations Sociales est la revue périodique du Conseil bruxellois de coordination sociopolitique asbl.

Editeur responsable
M. Charles Lejeune
Rue Mercelis 27
1050 Bruxelles
T. 02 511 89 59
info@cbcs.be / www.cbcs.be

Conseil d'administration
Ballant Catherine, Bonami Emmanuel, Colle Eric, Dedal, Martine, Degouis, Anne, Dumont Marc, Dupuis Yves, Gonçalves Manu, Houzeau, Jean-Charles, Kempeneers-Foulon Thérèse, Lejeune Charles, Maun, Jacqueline, Meersseman Marie-Christine, Pahud Solveig, Pettiaux Michel, Roland Michel, Rosal Martins Miguel, Schoemann Pierre, Vandroogenbroeck Dany, Vanhessen Christine, Végairginsky Catherine, Verhaegen Lydwine, Vinikas Bruno et Zaitouni Fatima.

Coordination du CBCS et de sa revue
Alain Willaert / awillaert@cbcs.be
Dossier coordoné par Martine Cornil, pour le CBCS

Conception graphique, mise en page et production
Studio Witvrouwen / www.witvrouwen.be

Photos
Cover et pp. 6, 11, 13, 20, 27, 35, 36, 39 : Bénédicte Maindiaux / www.benedictemaindiaux.com
Autres photos : Isabelle Marchal pp.2, 25, 28, 29 ; Martine Cornil p. 16 ; Eric Vidal pp. 17, 19.

Les articles signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.
Les articles et extraits d'article ne peuvent être reproduits qu'avec l'accord de la rédaction.

En acceptant, au début de l'année 2015, d'assurer l'animation des quatre Rencontres irisées (les liens vers ces rencontres se trouvent en fin de magazine) je n'imaginais pas vers quels horizons celles-ci, mais surtout la rencontre avec l'équipe du CBCS allaient m'emmener.

Des horizons et des découvertes.

Pour la citoyenne lambda que je suis et dont la majeure partie de la vie professionnelle s'est déroulée dans un média radio de service public, il y a la découverte de la complexité, vue depuis le terrain, de notre paysage institutionnel.

La découverte d'acronymes et d'abréviations de toutes sortes, comme une nouvelle langue à apprendre pour arriver à suivre une conversation en réunion d'équipe. Vous qui lisez ce BIS et qui utilisez ce vocabulaire tous les jours vous ne vous rendez vraisemblablement plus compte de cela. La découverte des difficultés qu'il y a à faire coïncider « cadres » et « réalités », « besoins » en constante augmentation et « budgets » en stagnation ou en régression.

La découverte de secteurs, d'associations qui sont soit en première ligne de front soit ferment la marche sur le champ de bataille, et ce n'est pas un hasard si j'utilise cette formulation belliciste, parce qu'il s'agit bien d'une guerre qui est aujourd'hui menée, guerre contre la pauvreté, la précarisation, les exclusions de toutes sortes, les abandons. Dans cette guerre dont on ne prononce pas le nom, vous êtes tout à la fois les premiers secours ou les derniers recours.

Dans tous les cas, vous êtes aux premières loges pour prendre la mesure des souffrances qui se vivent à bas bruit.

C'est grâce à vous que se tissent encore aujourd'hui ces liens qui tentent de maintenir un filet de protection pour les plus démunis, démunis d'argent, de logement, de soins, démunis face à cette société qui, pour certains, ressemble à un rouleau compresseur et qui s'épuisent dans la survie.

La découverte aussi que vous n'êtes pas, vous non plus, à l'abri de l'épuisement tant la tâche est immense, tant parfois le « cadre » se complexifie.

La découverte des travailleurs de l'ombre, ceux dont la société ne pourrait se passer, mais dont elle ignore si souvent l'existence, sauf quand par malheur elle doit y avoir recours.

J'ai entendu des mots très forts dans la bouche de tous ceux que j'ai interviewé pour ce BIS, des mots qui m'ont filé la chair de poule, j'espère être arrivée à ne pas les dénaturer, à ne pas amoindrir leurs propos dans les articles qui suivent.

Si ceci n'est pas un édito, peut-être aussi que ce BIS n'est pas un BIS…

Pour reprendre un concept issu des conférences gesticulées (on en parle plus longuement dans ce numéro), on y trouve sans doute un peu plus de « savoir chaud » que de « savoir froid », plus de vécu et un peu moins de théorisation.

C'est sans doute dû à qui je suis, à mon parcours professionnel, c'est aussi dû au fait qu'alors que s'agençait ce numéro il y avait près de chez nous le camp Maximilien (on l'évoquera plus loin), cette incroyable mobilisation citoyenne face à cette invraisemblable absence de l'Etat fédéral au début de ce que d'aucuns ont appelé la « crise des réfugiés ».

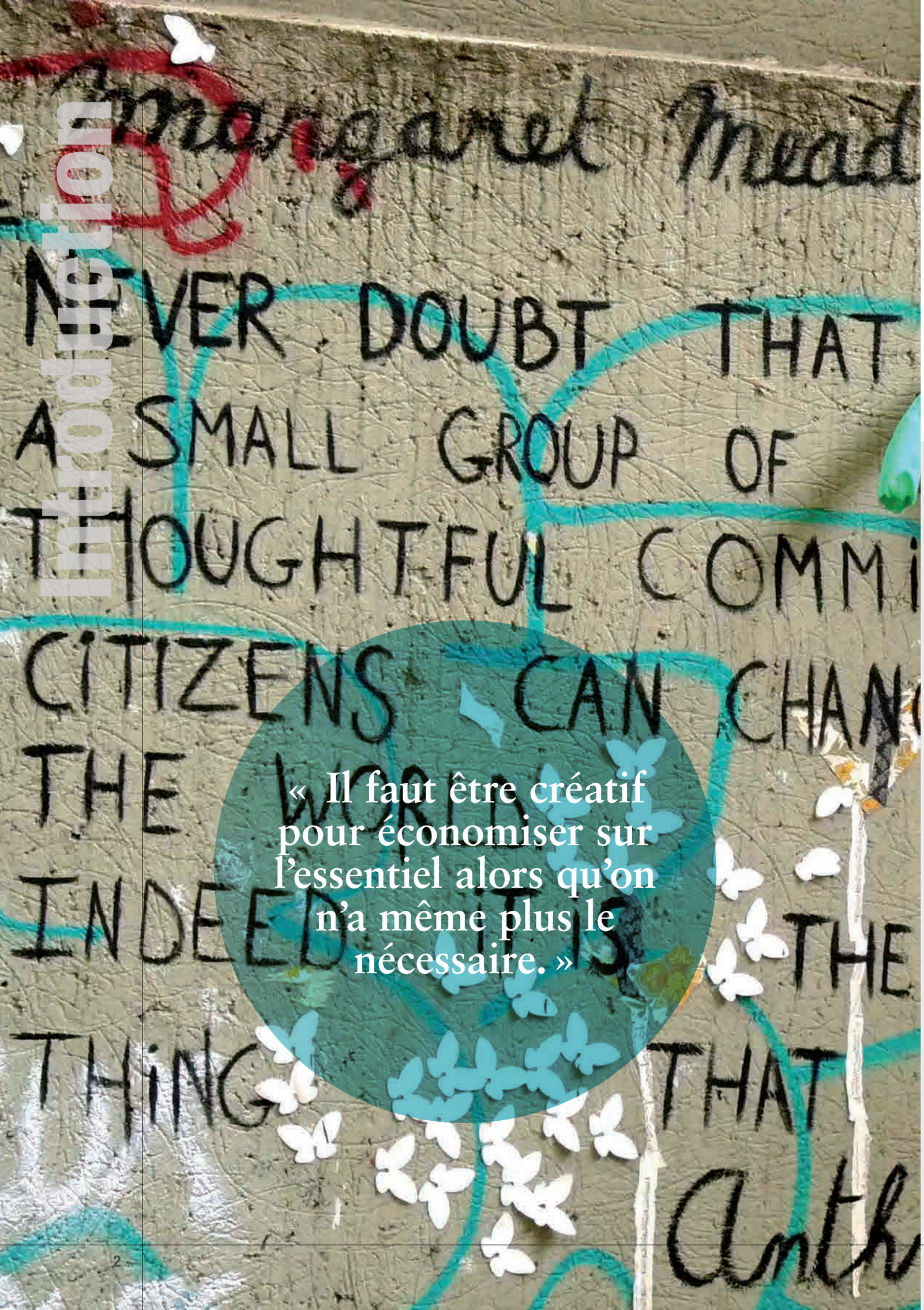
Et puis, encore vous dire merci.

Merci d'être ces guerriers du quotidien qui s'emploient à repousser les barbaries.

Belle fin d'année et bonne lecture !

Martine Cornil, pour le CBCS

Introduction



« Il faut être créatif pour économiser sur l'essentiel alors qu'on n'a même plus le nécessaire. »

Martine Cornil, pour le CBCS

LE POIDS
des mots…

Quand j'étais petite fille, il me semble que le mot créatif était associé à une certaine forme d'originalité, parfois même, quand le mot apparaissait en rouge dans les marges de corrections de certains travaux scolaires, il était la marque d'une sorte d'ironie condescendante chez certains enseignants.

Dans mes souvenirs, quand un adulte disait avec le sourire « comme cet enfant est créatif ! », le mot créatif était plutôt synonyme de « bizarre », « étrange », « particulier », bref pas totalement dans les normes.

Plus tard, à l'adolescence, créativité rimait avec se distinguer, se démarquer (essentiellement du milieu familial), être créatif rimait aussi avec musique, artistique, mode vestimentaire et coupe tifs.

Jeune travailleuse le mot créativité rimait avec réactivité, imagination, exploration, innovation, nous étions créatifs parce que nous devions souvent travailler avec des bouts de ficelles et que nous aimions le travail bien fait, mais on ne nous l'imposait pas, la créativité allait de soi, c'était la norme.

Dans les années 80, d'adjectif qualificatif le mot créatif devient substantif dans le langage courant : il s'impose dans le domaine de la pub et puis celui des médias : c'est le créatif de l'agence « broltruc » qui invente tel slogan publicitaire, telle campagne de pub…

Puis le mot créatif s'impose progressivement dans tous les domaines de notre existence. Tout aujourd'hui se doit d'être créatif, il suffit pour s'en convaincre de s'arrêter quelques minutes dans une librairie et de regarder les couvertures des magazines.

Soyons tous créatifs, de l'école au travail, de la cave au grenier, de la salle de sport aux fêtes de familles, de la maternelle à la maison de retraite !

Il faut que l'enseignant soit créatif pour donner le goût de l'étude à ses élèves. Il faut que la garde-malade soit créative pour, malgré l'impératif de rentabilité du temps, être à l'écoute du patient. Il faut que le parent qui cuisine soit créatif pour nourrir sainement ses enfants et leur donner le goût des légumes. Il faut que nos CV soient créatifs pour arracher un rdv chez un DRH. Il faut que le commerçant soit créatif s'il veut garder ses clients. Il faut que les pauvres soient créatifs pour offrir des loisirs à leurs enfants. Il faut que les entreprises soient créatives si elles veulent gagner des marchés. Il faut que l'employé soit créatif pour être plus rentable. Il faut être créatif pour envisager des alternatives heureuses. Il faut que le mendiant soit créatif s'il veut que sa sébile se remplisse. Il faut que les parents soient créatifs pour arracher leurs ados des écrans. Il faut être créatif pour s'élever hors de la mêlée, se faire remarquer. Il faut être créatif pour économiser sur l'essentiel alors qu'on n'a même plus le nécessaire. Il faut être créatif pour justifier l'aggravation des inégalités. Mais surtout, aujourd'hui, il faut être créatif pour être heureux…

Il nous faut être les créateurs de notre propre bonheur et, si on n'y arrive pas seul, ce ne sont pas les coaches en développement personnel qui manquent sur le marché.

C.R.E.A.T.I.F ! Qu'on vous dit !

Et ce mot, progressivement est devenu un impératif.

Et un cache-misère.

Parce que sous l'injonction « soyez créatifs » il y a, de plus en plus souvent, dans le monde du travail, des entreprises, des organisations, des sociétés, des associations, … un sous-texte qui tient en très peu de mots : les attentes sont immenses, les budgets sont réduits, débrouillez-vous, faites autant, si pas plus, avec moins.

Mais nous ici, au CBCS, le mot créatif on l'aime bien, on n'a pas envie qu'il ne soit plus qu'un impératif, une injonction, une obligation de résultat, nous, ce mot on a eu envie de le redécouvrir, de lui redonner tout son lustre et nous sommes donc allés à la rencontre de personnalités pour qui ce mot a gardé toute sa puissance.

Des individus qui seuls, en groupe ou au sein d'institutions, mettent leur créativité au service de la société et d'un monde qu'ils espèrent meilleur.

> « Soyons tous créatifs, de la cave au grenier ! »

Jacques Moriau et Alain Willaert, CBCS

ETRE CRÉATIF PAR NÉCESSITÉ

tout un art ?

« Le réalisateur pallie avec ingéniosité un budget trop serré par une créativité débridée et jouissive. » Hélas, le BIS n'est pas une revue de cinéma, et ce premier article ne porte pas sur le dernier bébé de Guillermo Del Torro mais bien sur les avaries causées dans nos secteurs d'activités par les politiques d'austérité et la Réforme de l'Etat, épisode 6. Il nous faut donc chercher une meilleure intro.

Ayant décidé que les Etats devaient être gérés comme des entreprises privées, les économistes néolibéraux, qui ont l'oreille d'une majorité de responsables politiques, ont imposé l'austérité, socialisé les pertes et privatisé les profits, au détriment de l'investissement dans les services et équipements collectifs. En soutenant l'offre plutôt que la demande, ces anti-keynésiens aggravent les inégalités sociales. Ce faisant, ils ont également infecté toutes les solidarités institutionnelles par les diktats de la compétition et de la concurrence ...

Conséquence pour les secteurs de l'Action sociale et Familles, de la santé, de l'Aide aux personnes handicapés … : une injonction à la créativité. Non pas pour faire mieux autrement, mais pour faire plus avec moins.

Si les budgets réservés à l'aide aux personnes et à la santé ne diminuent pas en euros constants et sont, dans les matières décrétales, indexés ; si des initiatives nouvelles sont soutenues (on pense au housing first et au parcours d'intégration pour primo-arrivants), les moyens ne sont plus à la hauteur des besoins de la population en général et des demandes adressées aux services de première ligne en particulier (voir encadré).

La question mérite d'être posée : réfléchirait-on de la même manière au (re)déploiement de l'offre de services social/santé en région bruxelloise si les budgets alloués étaient proportionnels aux besoins rencontrés ? La culture du chiffre serait-elle à ce point une priorité ? Ou l'évaluation porterait-elle plus, par exemple, sur la plus-value que peuvent apporter les travailleurs psycho-médicosociaux en termes de vivre-mieux et vivre-ensemble ?

Créer en des temps incertains

« La démocratie représentative est en crise. Les Etats cèdent de plus en plus de pans de leurs pouvoirs – de manière très officielle, à l'Europe ; de manière plus insidieuse, aux multinationales. Les pays européens sont tous confrontés à la montée de formes de populismes, de nationalismes, d'extrémismes. Le modèle économique est à bout de souffle… » (Véronique Lamquin, du service politique du journal Le Soir, dans un article du 24 mars 2015).

On pourrait ajouter, pour notre Région, la difficulté de coopérer avec un État fédéral ancré bien à droite, alors qu'ici, on se réclame encore de centre-gauche. La réforme fiscale propre à la Région bruxelloise le prouve.

Et cerise sur le gâteau, les institutions de notre Région héritent de compétences nouvelles dues à une VIe Réforme que les francophones n'ont pas voulue, dont l'implémentation se révèle être une usine à gaz, mais, en même temps, qui pourrait être une aubaine pour repenser les politiques aux services de tous les Bruxellois.

Alors que peuvent encore nos élus pour améliorer la situation d'une région dont la richesse ne profite pas à la grande majorité de ses habitants ? Etre créatif, pardi !

Assurément, il s'agirait d'abord de développer une vision à long terme de ce que l'on veut faire de Bruxelles, et donc arrêter de penser sur le temps d'une législature.

Ensuite, on pourrait privilégier la transversalité des matières politiques. Créer des passerelles entre elles.

On peut avoir la volonté de favoriser la porosité des enveloppes budgétaires de différentes politiques pour soutenir un projet commun. Des exemples ? Des projets communs en Action sociale, Energie et Logement ; des synergies entre Petite enfance et Cohésion sociale. Penser mobilité douce dans la cité en se concertant aussi avec les prestataires de soins à domicile.

On ne relèvera pas les défis du vivre-mieux et du vivre-ensemble sans s'assurer d'y travailler dans un climat de bientraitance des politiques entre eux (entre collègues, entre partis, entre niveaux de pouvoir), et un climat de confiance et de respect réciproques entre instances publiques et associatives, tant dans les sphères décisionnelles que sur le terrain.

Le contexte n'est pas favorable. Pointons ici quelques difficultés, qui freinent nos pulsions créatrices.

Le dévoiement du principe d'égalité des chances

Autrement dit, le dogme de la réussite individuelle. Il faut donner à tous la possibilité de trouver un emploi rémunéré (dans le secteur marchand, parce que dans les services publics, on dégraisse, même une fois l'os atteint, on gratte encore !). Un job (même mal) payé est présenté comme la seule porte d'entrée de l'intégration sociale. On enterre donc la solidarité au profit de la mise en concurrence des plus précaires entre eux pour l'accès aux places disponibles. On se dédouane de toute responsabilité collective en la déchargeant sur l'individu.

La généralisation du principe de l'appel à projets

Autrement dit, la mise en concurrence périodique des associations entre elles pour assurer des missions de services aux publics, en tant que promoteurs de services exemptés de toute production de sens.

La gouvernance par l'urgence

Quel que soit le niveau de pouvoir considéré, fédéral ou fédéré, une série de dossiers de première importance sont actuellement traités avec une rapidité inquiétante. On pourrait en faire un inventaire à la Prévert : réforme de la psychiatrie, réécriture du décret Cohésion sociale, outil de programmation des services et évaluation du décret Ambulatoire, plan santé bruxellois, projet de décret Promotion de la santé, harmonisation du recueil des données … Les échéances liées à ces dossiers d'importance, qu'elles concernent l'organisation de la concertation ou la finalisation de projets, traduisent une volonté d'aboutir dans des délais particulièrement serrés.

L'urgence suppose le résultat. Agir en urgence est le signe donné à tous que les problèmes sont pris en compte ; mieux, qu'il leur est trouvé des solutions de façon instantanée. Travailler en urgence devient, dans un retournement paradoxal, la preuve irréfutable que l'on agit. Les politiques menées actuellement répondent à ces exigences : elles visent à produire des effets aussi vite que possible et/ou à réagir aux demandes les plus pressantes.

Là où il réussit à s'imposer, le gouvernement par l'urgence développe des effets qui vont à l'encontre d'une politique du débat. En évinçant le temps long au profit de l'immédiateté, en privilégiant la mise en place de dispositifs destinés à résoudre les problèmes au coup par coup, les pouvoirs publics enclenchent une machinerie de gestion sociale qui s'empêche de toucher aux structures sous-jacentes à l'apparition des problèmes « superficiels ». Ce faisant, ils refusent de (se) donner les moyens d'une transformation sociale.

Derrière l'écran de fumée des réformes « indispensables » et récurrentes, c'est en fait une sorte d'immobilisme qui apparaît. Celui de la logique gestionnaire qui interdit le débat et la production d'alternative aux positions dictées par de faux impératifs. La production continue d'échéances intenables renforcée par le recours à la logique de l'appel à projet noie les associations sous les sollicitations. Placés au mieux en position de réaction, au pire en situation de burn out, celles-ci ne peuvent que s'épuiser à suivre le rythme.

Etre créatif ensemble

L'absence du long terme comme horizon temporel de la décision politique souligne à quel point nous sommes, collectivement, en manque de projet. Figurer cet avenir est une ressource essentielle pour la discussion publique. Au-delà des « plans » et des « réformes » qui visent à utiliser « plus efficacement » les ressources disponibles, la question centrale est de savoir pour quoi nous faisons ce que nous faisons, c'est-à-dire quel type de société nous voulons construire. L'accumulation des innovations ne dessine pas un projet de société ; c'est la force du secteur psycho-médico-social, dans toute sa diversité, d'être porteur, à travers son existence même, d'un tel projet. Il lui incombe de rester un producteur actif de visions d'avenir et de ne pas esquiver sa mission d'inventeur de possibles.

Paradoxalement donc, la viabilité de notre futur proche passe sans doute par la production d'utopies inatteignables.

Approximativement un tiers des Bruxellois vivent avec un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté. Plus d'un cinquième de la population bruxelloise d'âge actif perçoit une allocation d'aide sociale ou un revenu de remplacement (chômage ou invalidité), et un quart des enfants bruxellois de moins de 18 ans grandissent dans un ménage sans revenu du travail. Près de cinq pour cent de la population bruxelloise d'âge actif perçoit un revenu d'intégration sociale ou équivalent, et ce pourcentage est deux fois plus élevé parmi les jeunes adultes. Un cinquième des Bruxellois sont demandeurs d'emploi inoccupés et cette proportion grimpe à près d'un tiers parmi les jeunes, avec de fortes variations selon les communes. Moins de la moitié des demandes pour un logement social sont satisfaites et plus d'un cinquième des Bruxellois évoquent des problèmes de qualité importants concernant leur logement. Parmi l'ensemble des jeunes bruxellois de 18 à 24 ans, environ un jeune homme sur six et une jeune femme sur dix ont quitté prématurément l'école sans avoir obtenu le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur. La situation socioéconomique des personnes influence leur état de santé : la différence d'espérance de vie entre les résidents des communes les plus pauvres et ceux des communes les plus aisées est de 2,9 ans pour les hommes et de 2,5 ans pour les femmes.
(Baromètre social 2015, Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté, Observatoire de la santé et du social - http://www.observatbru.be/documents/publications/publications-pauvrete/barometre-social/2015-barometre-social.xml?lang=fr)

« Dans la famille
on est ouvrier,
c'est comme ça,
pas la peine de penser
à autre chose. »

Thierry Barez

Martine Cornil, pour le CBCS

TOUS EN SCÈNE ?

Un vendredi soir, en octobre, pendant le festival de conférences gesticulées « On lâche tout » au centre culturel de Schaerbeek.

Les conf' présentées pendant le festival ont des titres décapants :

« Ecole, société anonyme »
« Radical ?! »
« Tous analphabètes ! »
« Des lendemains qui chantent »

Ce soir, le public est venu voir une « conf' » au titre volontairement provocateur : « Un pauvre, c'est comme un compte en banque, ça se gère. »

Sur la scène une table avec des papiers, une chaise, une poubelle et un grand écran. Sur l'écran Sylvester Stallone. On pensait être venu voir une conférence on se retrouve à regarder un extrait du film Rocky. Rocky, le boxeur qui en veut, un looser qui va devenir « gagnant », l'incarnation du rêve américain. Rocky, une certaine idée de la méritocratie.

L'écran disparait, Stallone s'en va, le silence s'installe et Thierry Barez entre en scène. La conférence gesticulée a commencé. Pendant une heure trente, divisée symboliquement en trois round, Thierry Barez va nous parler de méritocratie, de divisions, des peurs et des angoisses qui permettent la reproduction des hiérarchies sociales. Bourdieu n'est jamais loin, il sera même évoqué avec légèreté, mais puisqu'il s'agit d'une conférence gesticulée, celui qui parle, celui qui est au centre, celui qui puise dans sa propre histoire et nous fait passer du particulier au général, c'est bien Thierry Barez. Et c'est avec beaucoup d'humour qu'il nous parle de lui, de sa famille, de son histoire. C'est avec sérieux et chiffres à l'appui qu'il nous parle des pauvres, de la relégation scolaire, des inégalités qui s'accroissent, de l'histoire des workhouses du Royaume-Uni (voir encadré, page 8).

C'est avec tendresse qu'il parle de ces jeunes qu'il voit défiler à l'école de devoir de l'assoc dont il est le dirlo (CEDAS), des espoirs ou du fatalisme des parents de ces gamins-là. C'est avec révolte qu'il nous parle des femmes, ces guerrières du quotidien, qui viennent s'effondrer dans son bureau et qui vivent dans l'angoisse de perdre leurs allocations de chômage si elles ne fournissent pas les preuves qu'elles sont activement à la recherche d'emploi, cet emploi qui se fait si rare, cet emploi qu'elles ne trouvent pas.

Thierry se souvient, il nous raconte l'élève moyen, mais alors vraiment moyen, qu'il était, il parle de sa famille, de la classe ouvrière dont il est issu, de son grand-père (chez Thierry on l'appelle pépère le grand-père) qui, apprenant que Thierry allait doubler en secondaire, n'imagine même pas qu'il puisse recommencer et lui dit, entérinant du même coup son passage en technique : tu auras un bon métier. Un bon métier...

> « Cette violence il la voit tous les jours dans son assoc... »

La question de poursuivre dans le général ne se pose pas, dans la famille on est ouvrier, c'est comme ça, pas la peine de penser à autre chose.

Il nous parle du trio qu'il formait avec deux autres amis, unis depuis le primaire, il nous dit que le seul qui a pu continuer dans le général, même après avoir doublé, c'est parce que ses parents étaient diplômés. Thierry nous parle de la violence symbolique de ce moment-là, il en parle encore, cette violence il la vit toujours, il la partage avec nous.

Cette violence il la voit tous les jours dans son assoc, reproduite à l'infini chez des gamins dont les parents n'ont pas les codes de l'école.

Cette violence il l'explique, il la théorise, il la chiffre.

Thierry nous parle de l'usine où il va travailler pendant cinq ans à la sortie de ses études d'électromécanique. Cette usine où il va, dit-il, obtenir un master en « tournage de vannes. » Une usine en construction où il va découvrir les ravages de la division et les vertus de la solidarité. La division, celle qui fabrique des catégories de sous-travailleurs : il y a les contrats d'usine, il y a les intérimaires, il y a les autres, sans-papiers, sans droits, embauchés par les sous-traitants. Et ces catégories ne se valent pas et ces catégories ne s'aiment pas, elles sont en concurrence.

Il y a la solidarité, celle qui permet de ne pas devenir fou quand le travail est abrutissant, celle qui fait que Thierry et ses collègues, qui travaillent de nuit, accueilleront un jour, en chantant et dansant tous ensemble, l'ingénieur superviseur qui vérifie le travail répétitif (remplir des trous dans le sol) chaque matin sans même les saluer, sans leur accorder un regard, un bonjour.

Workhouses (maisons de travail) au Royaume-Uni

Depuis 1597, la « loi pour soulager les pauvres » de la reine Elisabeth met les indigents, les chômeurs, les mendiants, les voleurs ou les vagabonds,… à la charge des paroisses. Les paroisses s'emploient à « punir » les pauvres capables de travailler en les intégrant dans les workhouses où les conditions de vie sont analogues aux bagnes. (…)
En 1834, la loi sur les pauvres est amendée car la bourgeoisie anglaise trouve intolérable de payer des taxes pour entretenir des « fainéants ». La nouvelle loi sur les indigents met fin à l'assistance à domicile aux indigents, considérée comme trop onéreuse, et institue leur enfermement en workhouses. Les petites paroisses se regroupent pour construire ou gérer leur workhouse : quelque 300 sont construites dans les années 1840, mais elles préfèrent souvent continuer à assister les pauvres sans les enfermer, cela leur revient moins cher. En 1846 seulement 199 000 sur les 1,5 million d'indigents sont dans des workhouses, dont 82 000 sont considérés comme valides. Les workhouses enferment officiellement en moyenne entre 2,5 et 4,5 % de la population, mais il est estimé que 6,5 % de la population est passé à un moment ou un autre dans une workhouse. À la fin du siècle, seulement 20 % des personnes admises sont des chômeurs ou des indigents; mais 30 % de la population âgée de plus de 70 ans est en workhouse.
Le système des Workhouses est aboli en avril 1930. De nombreuses workhouses sont alors simplement transformées en « Institution de l'Assistance publique ». C'est seulement en 1948 que le National Assistance Act met définitivement fin au système en créant un programme d'aide sociale.
Dans les workhouses les indigents travaillaient 18 heures par jour dans des conditions de vie plus précaires que les ouvriers les plus mal payés, selon le principe de less eligibility, puisque les conditions dans le cadre de l'assistance devaient être moins bonnes que celles envisageables dans le cadre d'un emploi salarié. Le taux de suicide y est tellement élevé que des historiens parlent de maisons « quasi-génocidaires ».
En effet, la politique annoncée était d'assurer qu'on y vivait moins bien que toute personne salariée, car la classe dominante craignait que les pauvres paresseux y viennent s'y faire entretenir.

Source : Wikipédia

« Un beau matin, on apprend que le conseil d'administration trouve que nous n'allons pas assez vite. On nous impose de passer dans un système en deux pauses : la pause du matin de 7h à 19 h et la pause de nuit de 19h à 7h du matin. Et cela au finish. Nous avons travaillé 12 heures par jour pendant 32 jours.

Notre job était de remplir le réacteur chimique de catalyseur (des sortes de petits granulés) Imaginez-vous un énorme dôme au sol, des centaines de milliers de petits trous à remplir. Une nuit je craque, on a tous craqué dans ce dôme, et je m'en prends à la personne dont je suis le plus proche : Karim. Arrête Karim, j'en ai marre que tu chantes, de ton sourire, arrêêêêêtes de danser ! Oh Thierry, et toi tu ne danses pas, tu crois qu'ici on ne danse pas tous, au rythme qu'ils ont décidé (le conseil d'administration). Ce que dit Karim n'a rien d'extraordinaire, mais vous avez des mots, des phrases dites au bon moment, qui font sens. Au petit matin, dans les vestiaires, nous avons commencé à discuter. Oh nous n'avons pas fait la révolution, mais pour la première fois nous avons parlé de notre condition. Nous avons décidé de faire notre première action collective. Nous allions danser et chanter, pendant nos heures de travail et nous n'allions pas faire cela devant n'importe qui. Nous allions faire cela devant le superviseur. Ce type chaque matin venait contrôler notre job. Il entrait à 5h30 du matin, sans dire bonjour à personne et repartait sans dire au revoir, avec un regard porté sur nous qui en disait long sur sa considération ».

Ce matin-là, l'ingénieur n'a rien supervisé du tout, il est reparti tout de suite. Thierry qui dit « tu fais ça tout seul, t'as l'air d'un con, tu fais ça en groupe c'est lui qui a l'air d'un con… »

Thierry raconte que c'est à l'usine qu'il découvre l'interculturalité, pas une interculturalité de bon ton, une évidence pour une gauche bienpensante, non, une interculturalité qui se vit au quotidien autour des luttes sociales pour défendre ses droits de travailleurs.

Thierry parle de sa sortie de l'usine, de son boulot de dirlo d'assoc, des gamins qu'il a vu grandir, des parents, des filières scolaires. Thierry parle des statistiques de la pauvreté, de l'espérance de vie qui varie avec la classe sociale, de la chasse aux chômeurs.

Thierry parle de la peur. De la façon dont on alimente les peurs. Thierry parle de la violence qui est faite aux gens quand on leur fait croire qu'ils sont les seuls responsables de leurs échecs ou de leurs victoires, quand le modèle à suivre, de Rocky à Kerry James (un rappeur français), c'est « lève-toi et marche. »

Les mots de Kerry James reviendront d'ailleurs souvent scander la représentation, Thierry les répète en boucle comme les gamins qui passent dans son assoc le font.

Dans la salle les gens ont été attentifs, les gens ont ri. Dans la salle quand Thierry a parlé des workhouses les gens ont frissonné. En une heure trente, et en nous parlant de lui, un homme seul sur scène nous a ouvert des pistes de réflexions.

« Parce que la vie
est un combat
Pour ceux d'en haut
comme d'en bas
Si tu n'acceptes pas ça,
c'est que tu es un lâche
Lève-toi et marche… »

— Kerry James, banlieusard

LA RENCONTRE
et le pourquoi du comment…

Aujourd'hui directeur du CEDAS (Centre de Développement et d'Animation Schaerbeekois - www.cedas.be), Thierry Barez y est arrivé il y a 20 ans comme animateur socio-culturel, et si l'interview ne porte pas sur les activités de cette association, il est évident que celles-ci nourrissent au jour le jour les propos du conférencier, au même titre que son histoire familiale et ses cinq années passées à l'usine.

Les pauvres c'est comme un compte en banque, ça se gère

Titre choc pour l'histoire d'une prise de conscience personnelle et d'un partage de celle-ci, dans le droit fil de l'éducation populaire, grâce à la conférence gesticulée.

La prise de conscience, c'est celle de l'appartenance à une classe sociale et de quelle manière tout est fait pour qu'on n'en sorte pas si facilement. Prise de conscience qui se fait à l'adolescence chez Thierry Barez au moment où son parcours scolaire dans le général s'arrête et où on le dirige vers une filière technique. Prise de conscience qui se poursuivra pendant les années d'usine, ces années où il se tourne vers les livres, avide de comprendre le monde dans lequel il évolue, découvrant que la réalité que lui et d'autres vivent a été pensée, théorisée.

Pendant ses cinq années d'usine Thierry lit beaucoup.

« C'était un besoin, une nécessité, il me fallait lire pour comprendre les choses que je voyais, que je vivais. Je lisais de tout, dans tous les sens, pas de romans, ça ne m'intéressait pas, mais des essais en philosophie, en économie, en politique, en histoire, en sociologie,… »

Et dans ces livres je lisais mon quotidien, celui de mes collègues d'usine, dans ces livres je lisais les mécanismes qui sous-tendent les systèmes de reproduction, d'exclusion, le formatage, la manière dont on construit ou déconstruit une identité personnelle ou de classe, dans ces livres les choses étaient expliquées. C'était extraordinaire de découvrir toutes ces grilles de lecture du monde, mais c'était aussi épuisant, c'est le grand problème des autodidactes c'est que parfois tu te perds, alors que dans un circuit académique les choses sont plus balisées. »

Thierry a travaillé de nuit dans une usine en construction, c'est-à-dire une usine où il n'y a pas encore de production et où se côtoient tous les corps de métier.

« Tout était à construire, y compris les syndicats, moi j'y découvrais aussi la division, il y avait les « salopettes bleues » c'étaient les travailleurs qui avaient des contrats d'usine, des intérimaires, des sous-traitants, des travailleurs au noir. Ces années représentent une expérience de vie très riche, j'y ai appris beaucoup de choses sur les rapports humains, les rapports sociaux, la solidarité, d'ailleurs, c'est amusant, mais quand je suis arrivé ici comme animateur socio-culturel, il y a 20 ans, dans ce quartier très populaire, je suis arrivé comme une sorte de syndicaliste, en reproduisant des choses qu'on avait mises en œuvre dans l'usine lors des réunions syndicales. Aujourd'hui encore, je considère que les personnes qui poussent la porte du CEDAS sont des travailleuses et des travailleurs, même sans emploi, et que nous partageons ensemble la même culture populaire, c'est ce qui nous rapproche eux et moi. »

Thierry est convaincu de l'urgence qu'il y a aujourd'hui à promouvoir par tous les moyens et sous toutes ses formes l'éducation populaire.

« C'est ce qui permet de faire bouger les lignes, c'est un outil formidable d'émancipation, de compréhension des enjeux. Il faut donner ou redonner aux gens les clés de compréhension qui leur permettront de retrouver du sens à ce qu'ils font, qui les aideront à devenir ou redevenir acteurs de leurs existences, leur offrir la possibilité d'exercer leur esprit critique. »

Et parmi tous ces outils il y a celui de la conférence gesticulée

« J'avais fait du conte pendant quelques années formé entre autres par Hamadi (auteur, comédien, conteur, chanteur et metteur en scène), mais il me manquait quelque chose, j'avais l'impression de tourner en rond, puis j'ai découvert les conférences gesticulées, cela m'a parlé, j'ai décidé de suivre une formation et là whouahhh !!! Je me suis dit : tu n'es pas là par hasard… »

Suivre une formation cela dure un an, c'est tout un processus et c'est un processus passionnant. Dès le début la question de la légitimité « qui suis-je pour me présenter sur une scène, qu'ai-je à offrir ? » est évacuée et c'est essentiel.

savoir chaud

« Tout le monde a quelque chose à dire, tout le monde a une histoire qu'il est possible de partager, nous sommes tous légitimes.

On parle d'abord de nous, de ce qui nous anime, de ce que l'on a envie de partager, on retrouve les moments importants, parfois fondateurs de notre engagement, ce sont des souvenirs, des bouts de vie, c'est ce que l'on appelle le savoir chaud, celui qui nous est propre, qui nous appartient.

Si la formation dure une année c'est parce qu'il se passe plusieurs mois entre chaque week-end (4 par an) et ce temps-là est consacré à la recherche. En fonction de ce que tu veux partager, de ce que tu as vécu, le boulot c'est d'étayer tout cela avec des faits, des études, des statistiques, de l'histoire, c'est le savoir froid. Il s'agit bien de construire une conférence même si l'aspect scénique, théâtral est important. C'est tout un exercice de mélanger la petite et la grande histoire. C'est aussi tout un travail sur le corps, la gestuelle, il faut tenir la scène, capter l'attention de la salle.

La recherche c'est ce qui permet d'objectiver. Quand je dis que l'espérance de vie d'une femme de ménage est inférieure de 7 ou 8 ans à celle d'une femme cadre moyen, ce ne sont pas des chiffres en l'air, ce sont des statistiques officielles, quand je raconte que pour échapper aux workhouse on se suicidait, c'est de l'histoire, pas de l'invention. »

> « Ce n'est pas qu'un spectacle, ce sont des petits bouts d'émancipation que l'on partage. »

Une conf' ça vit, ce n'est pas statique, une conf' ce n'est pas écrit

« Chaque représentation est différente, comme rien n'est écrit, fixé, tout est en mouvement, même s'il y a une trame, des choses récurrentes, un ordre que j'essaie de respecter, une anecdote, une histoire peuvent s'ajouter en cours de représentation. Habituellement les conférences sont suivies d'ateliers où les thématiques exploitées sont travaillées avec les spectateurs, tous ces échanges enrichissent les conférences, les étoffent. »

On revient sur la conférence du vendredi, je lui fais remarquer que dans la salle le public était peu hétéroclite, qu'il riait aux plaisanteries sur Bourdieu, que l'on avait, me semblait-il, un public de convaincus, proche du tissu associatif, très belgo-belge et classe moyenne, et qu'on ne pouvait pas incriminer le prix d'entrée, celui-ci étant quasi symbolique (deux euros).

« C'est vrai, ce n'est pas une question de moyens, d'ailleurs souvent mes conférences gesticulées sont gratuites. C'est une vraie question et un vrai défi : comment amener les couches populaires à venir assister aux conférences gesticulées ? Cela fait partie des réflexions de ce jeune secteur, j'imagine qu'on pourrait aller à la rencontre des gens, jouer près des piquets de grève par exemple, il nous faut imaginer de nouveaux moyens de diffusion, d'action, parce qu'une conférence gesticulée ce n'est pas qu'un spectacle, ce sont des petits bouts d'émancipation que l'on partage, c'est du savoir à la portée de tous, à partir du vécu de quelqu'un à ce moment donné de l'histoire, une histoire qui nous concerne tous mais qui est vécue différemment selon que l'on se trouve d'un côté ou l'autre de la barrière, quand dans la conf' je parle des pauvres je parle de 90% des gens, en fait. »

Mais, finalement, qu'est-ce qui l'anime ?

« La révolte, oui, la révolte. C'est cela qui m'anime, ces injustices quotidiennes, ces personnes que je vois arriver épuisées, dévastées dans l'assoc, me suppliant de leur mettre quelques heures de formation en plus afin de ne pas se faire exclure du chômage, cette pauvreté qui croît inlassablement, ces hommes que je connais depuis 20 ans et qui n'ont plus les moyens d'aller chez le dentiste. Hollande a raison quand il parle des « sans dents » pour qualifier les pauvres, aujourd'hui je vois des hommes qui perdent leurs dents faute d'avoir les moyens de consulter. Ça, ça me révolte. Ça me révolte de voir des gamins se considérer comme des moins que rien alors que c'est le système qui a favorisé leur exclusion et que c'est ce même système qui les invite à se réaliser à travers la consommation. Ça, ça me révolte. »

Je lui parle alors du rôle de l'associatif, de ceux qui, comme lui, sont aux premières loges, je lui demande si finalement ils ne servent pas de soupape de sécurité, si finalement ils ne sont pas un peu les « chiens de garde » de la paix sociale ?

« Je pense que l'on peut prendre deux chemins pour aborder notre travail. L'un nous amène dans une sorte de fonctionnariat passif, d'une participation sans le vouloir (ou presque) au diktat du système dominant. D'être des sparadraps sur une blessure qui ne se guérit jamais. L'autre, c'est d'être persuadé que nous sommes des acteurs politiques à part entière et, à ce titre, travailler sur l'idée d'émancipation collective. Du comment, ensemble, nous pouvons tendre pour annihiler les rapports de domination. »

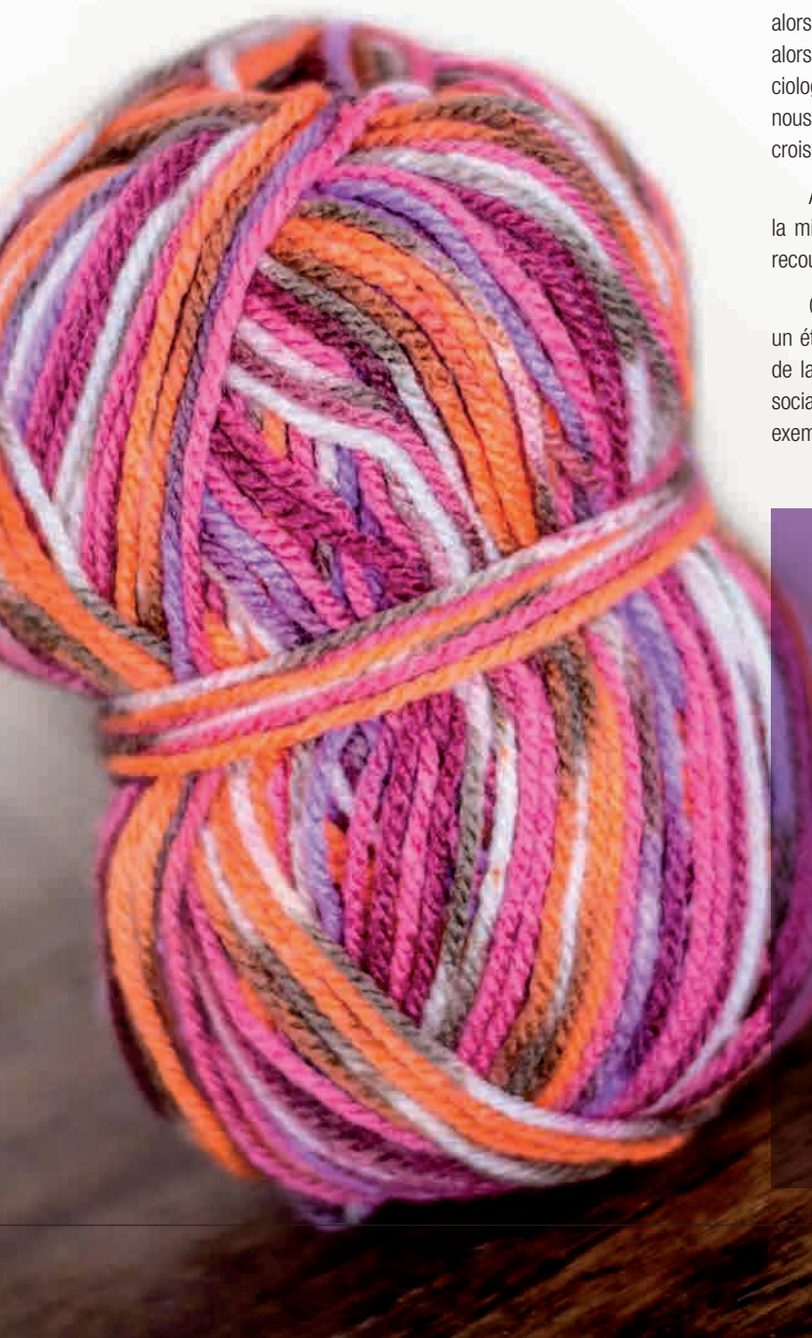
Nous parlerons encore de tout et de rien, de ce quartier du Nord de Schaerbeek à la réputation difficile mais qu'il aime et où il passe ses journées depuis 20 ans, de La Louvière où il vit, où il a ses racines, où on boit des jattes de cafè et où les papys s'appellent pépères et les mamy bobones, de sa fille qui va à l'unif et qui ne comprend pas qu'il continue à dire qu'il est de la classe ouvrière, de la beauté des gens, des violences symboliques et réelles, de créativité, de militantisme.

La seule chose dont, finalement, nous n'aurons pas parlé c'est de la façon de gérer son compte en banque…

Martine Cornil, pour le CBCS

UNE MISE EN SCÈNE
plutôt qu'un discours ?

Qui n'a pas été bouleversé, ne serait-ce qu'une fois, devant une scène de film mettant en lumière des moments de vie difficiles ? Qui, en regardant Le Kid de Charlie Chaplin, ce grand classique du cinéma, n'a pas été ému aux larmes, n'a pas été révolté par les injustices sociales ? (Pour la petite histoire, Charlie Chaplin a passé une partie de son enfance dans une workhouse…) Qui ne s'est pas interrogé sur cette fabuleuse capacité que peuvent avoir le cinéma, le théâtre, la littérature, la musique, l'art en général à nous bousculer ?



Alors même que ces injustices nous les côtoyons au quotidien, alors même que le kid nous le croisons tous les jours dans la rue, alors même qu'à longueur de dossiers spéciaux et d'analyses sociologiques et politiques cette réalité nous est connue. Et pourtant, nous ne sommes pas nombreux à pleurer dans la rue quand nous croisons les « héritiers » des personnages de Charlie Chaplin.

Alors, si la mise en scène de la misère a plus de poids que la misère, si la fiction permet d'être touché par la réalité qu'elle recouvre pourquoi ne pas en user ?

Chaque rencontre irisée commençait par une mise en contexte, un état des lieux, avec des mots, des chiffres, des analyses. Lors de la rencontre avec Céline Frémault, la Fédération des services sociaux (FdSS) a décidé de présenter les choses autrement. Bel exemple de créativité dont nous vous livrons ici le canevas.

Les Rencontres Irisées

Les rencontres politiques de Céline Fremault, Cécile Jodogne, Didier Gosuin et Rudi Vervoort organisées par la CLASS, l'AMA, la FdSS et le CBCS, en collaboration avec PointCulture ont eu pour objectifs :

- ***de donner la parole à un(e) ministre bruxellois(e) invité(e) afin d'éclairer certains éléments de la politique sociale et de santé à Bruxelles ;***
- ***de permettre aux responsables politiques d'entendre les préoccupations du terrain ;***
- ***de débattre ensemble des politiques menées. Cette année, un enjeu tout particulier de ces rencontres était de mieux comprendre les conséquences de la VIème réforme de l'Etat et des transferts de compétences : qu'est-ce que cela change ? Quelles nouvelles opportunités, mais aussi quelles difficultés cela implique.***

A lire sur www.cbcs.be

MADAME AGATHE

Une usagère parmi tant d'autres

Scénario

Situation présentée : un AS d'un service généraliste reçoit une usagère en situation précaire, l'accompagne/l'oriente vers différentes portes/institutions, qui se referment chaque fois sans solution.

Volonté de mettre en scène

- Situation emblématique que rencontrent les AS des CAP et des CASG
- Impasse du travail social, le manque de solutions concrètes aux problématiques déposées
- La violence symbolique et le rythme imposé dans les parcours de l'aide sociale
- Importance de l'accompagnement, de l'accueil, besoin de temps qualitatif dans l'accompagnement
- Complexité des situations et entremêlement des problématiques
- Besoin de cohérence dans les politiques

Revendications (en toile de fond)

- Politique de logement / énergie / action sociale / lutte contre la pauvreté interconnectées / cohérentes
- Moyens pour les services, les équipes, attention au risque de gestionnarisation de l'action sociale sous couvert d'efficacité versus un accompagnement à dimension humaine
- Reconnaissance du rôle des services généralistes
- Refuser de faire plus avec moins… au détriment de la qualité des services et de l'accompagnement des usagers

Faire attention au rythme de la pièce

1. *Usagère arrive en panique (peur qu'on lui prenne ses enfants)*
2. *Au fur et à mesure de l'échange avec l'AS, l'usagère se rassure*
3. *Elle entame ses démarches avec une relative énergie*
4. *Au fur et à mesure des portes qui se referment, son fardeau s'alourdit et sa démarche s'en fait sentir.*
5. *Jeu de l'huissier : ne doit pas hésitez à interpeller l'usagère durant son parcours, hep madame, hep madame*
6. *Echanges marqués entre AS et usagère*

1. L'AS prend place sur la scène et s'assied à côté de la ministre, à la place de l'intervenant précédent.
2. L'usagère se lève du premier rang, elle pousse une poussette et porte un gros sac.
3. Projecteur : «Ceci n'est pas une fiction.»
4. Voix Off au fond de la salle fait la mise en contexte :
   «Mme Agathe a 37 ans, elle souffre du dos, elle a 3 enfants, dont 1 en bas âge, est mère isolée. Elle a travaillé 16 ans comme technicienne de surface, a passé 2 ans sous mutuelle, s'est faite exclure suite à l'avis du médecin conseil, revient sur le marché de l'emploi, est inscrite à l'ONEM, est sanctionnée après 6 mois après avoir refusé un emploi à 1/2 ETP. Cela fait deux mois que Mme Agathe n'a plus de revenus, elle n'a pas su payer le loyer de son logement insalubre. Elle ne trouve pas de place dans une crèche pour son enfant. Elle a été au CPAS mais elle ne sait pas si elle a droit à une aide. Ce n'est pas la première fois que Mme Agathe vient voir l'AS du CAP CASG «Toute la misère du monde.»
5. Voix Off appelle l'AS par son prénom :
   «Michel, j'ai quelqu'un pour toi !
   Elle peut entrer ?»
6. L'AS répond :
   «Oui, pas de soucis.»
7. L'usagère monte sur la scène et est reçue au bureau de l'AS, elle s'assied. L'AS l'accueille, s'en suit un dialogue entre l'AS et l'usagère :
   AS: *«Bonjour Madame Agathe. Comment allez-vous depuis la dernière fois que vous êtes passé chez nous ? Et votre bébé ? Qu'elle est mignonne.»*
   U: *«Oui, merci, elle sourit tout le temps. Mais, ça ne va pas du tout, je ne sais plus dormir, je suis inquiète tout le temps, y a rien qui va… j'ai peur qu'on me prenne mes enfants….*
   AS: tente de rassurer, *«on va reprendre les choses dans l'ordre, une chose à la fois… étape par étape Madame Agathe… Avez-vous des nouvelles du CPAS ?»*
   U: *«J'ai introduit ma demande pour l'aide sociale mais je n'ai aucune nouvelle de leur part, ça fait déjà 3 semaines …»*
   AS: *«Oui, ça peut prendre du temps … Ce que je vous propose c'est de passer sur place, de vous présenter à la permanence, et de demander où*

en est votre dossier, si la décision est tombée, quand elle sera prise… Vous pensez pouvoir faire ça aujourd'hui ? Ce sera déjà une première étape.»
U: *«Oui, d'accord, je vais faire ça aujourd'hui.»*
AS: *«Par rapport à votre dossier de demande d'un logement social, est-ce que vous avez déjà pu demander une attestation de votre nouvelle composition de ménage à la commune ? Cette attestation doit être ajoutée à votre demande de logement social pour compléter votre dossier»*
U: *«Oui, je l'ai dans mon sac. Je vais essayer de faire ça aujourd'hui aussi.»*
AS: *«Très bien, on avance de ce côté-là aussi. Et pour la crèche, ce n'est pas du tout évident… J'ai contacté les crèches communales. Elles sont toutes sur liste d'attente… mais l'une d'entre elle vous invite à passer sur place. J'ai prévenu que vous alliez passer chez eux. Vous pensez pouvoir faire ces 3 démarches aujourd'hui ?»*
U: *«Oui, oui, j'en ai besoin, car c'est impossible de travailler sans crèche. C'est très difficile, vu que j'ai un bébé et je n'ai pas payé mon loyer depuis 2 mois. Je m'inquiète beaucoup d'être expulsée/ peur qu'on me prenne mes enfants.»*

8. L'AS donne à l'usagère un colis alimentaire avant de partir et le fil de la pelote de laine qui représente le lien *«vous me tenez au courant.»* (L'AS garde le rouleau à laine qui se déroule)
AS: *«Essayez de ne pas trop vous inquiétez, on avance petit à petit… Je sais que ce n'est pas facile. Une chose à la fois. Allez, ça va aller… Ce n'est pas grand-chose, mais, en attendant, prenez ce colis alimentaire, ça vous dépannera le temps de.»*
U: *«Merci beaucoup Mr Michel, ça va déjà un peu mieux… je fais comme on a dit et je reviens vers vous.»*
AS: *«Très bien, vous m'appelez, vous me tenez au courant, on reste en contact.»* Il lui remet la pelote de laine.

9. Le tic-tac du métronome se met en marche

10. L'usagère part chargée et se dirige vers le bureau du CPAS, guichetier qui tient une feuille A3 CPAS.

Une fois qu'elle se trouve en face, le guichetier lui répond que le conseil a été reporté qu'elle doit repasser dans deux semaines
CPAS: *«Bonjour Madame.»*
U: *«Bonjour, je viens par rapport à ma demande d'aide sociale que j'ai introduit il y a 3 semaines. C'est au nom de Mme. Agathe.»*
CPAS: *«Je recherche d'abord votre nom dans notre système. Désolé le Conseil d'Action Sociale a été annulé. Il n'y a pas encore de décision concernant votre dossier. Le prochain aura lieu la semaine prochaine… ah non excusez-moi, c'est congé ! Le conseil est reporté … Dans 3 semaines, je peux vous assurer que la décision sera prise. Oui j'imagine que ce n'est pas facile… vous n'êtes pas la seule dans le cas… Je comprends très bien…. Exceptionnellement vu votre situation, vous avez droit à un colis alimentaire, une fois par semaine, s'il vous plait et courage ! Personne suivante !»*
U: *«Merci, au revoir.»*

11. Le guichetier chiffonne son A3 en fait une boulette qu'il met dans le sac-à-dos de la dame et se rassied.

12. En quittant le CPAS, un huissier, affairé, costume attaché-case, essaye de rattraper Mme Agathe et l'interpelle.
Mme. Agathe regarde son AS du CAP-CASG.
L'**AS** la motive : *«Bon, au moins on sait quand la décision va tomber… Courage, continuez vos démarches !»*
Elle se dirige vers la société de logement social, représenté par un guichetier qui tient une feuille A3 LOGEMENT SOCIAL :
LS: *«Bonjour Mme Agathe, Mr Michel m'avait annoncé que vous alliez passer chez nous.»*
U: *«Bonjour, je viens déposer l'attestation de ma nouvelle composition de ménage pour mettre à jour mon dossier.»*
LS: *«Merci, un moment je reprends votre dossier… ah, vous n'êtes plus considérée comme personne invalide, vous perdez un point de priorité Madame,…. Oui, oui, et vous avez maintenant 3 enfants… donc besoin d'un logement 3 chambres… va falloir être patiente Madame, votre dossier est en ordre, vous êtes 153ème sur la liste d'attente !»*

13. Le guichetier chiffonne son A3 en fait une boulette qu'il met dans le sac-à-dos de Mme Agathe et se rassied.

14. L'huissier reprend sa course et tente de la rattraper, toujours en l'interpellant. Il distribue dans le public une série d'enveloppe «MISE EN DEMEURE».
…

»»» **La suite sur www.cbcs.be**

« Je souhaite mener une politique de soutien à la création, et en particulier aux jeunes talents. Les artistes sont les principaux moteurs de l'identité culturelle bruxelloise. »

Fadila Laanan

LA CULTURE
proximité, participation, émancipation

Elle ne faisait pas partie des politiques présents lors de nos rencontres au Point-Culture, mais nous avions aussi le souhait d'entendre ce qu'avait à nous dire Fadila Laanan (Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois, chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture), notamment sur les liens qu'il y a à faire entre la culture et le secteur social. C'est sous la forme d'un échange écrit qu'elle a répondu à nos questions.

Quelle est aujourd'hui, après la 6ème réforme de l'Etat, la place qu'occupe la COCOF dans le paysage institutionnel bruxellois et comment la voyez-vous évoluer ? (freins, opportunités,...?)

Dès l'entame de la législature en juillet 2014, le Gouvernement francophone bruxellois a opéré, en matière budgétaire, le choix de la responsabilité et non celui de l'austérité et il a initié les travaux législatifs nécessaires afin de répondre aux défis posés par la 6ème réforme de l'État et de les transformer en opportunités de redéploiement.

Lors de ma prise de fonction, j'ai précisé que les priorités pour cette législature concerneraient notamment, les politiques de formation professionnelle, d'aide aux personnes handicapées et d'accueil des réfugiés.

C'est donc une volonté de cohérence et de rationalisation qui nous a guidé dans la mise en œuvre concrète de la 6ème réforme de l'État. Cette dernière a redéfini et affiné les rôles des différentes institutions actives dans toutes les politiques de proximité touchant les citoyens bruxellois, telles que la santé et certaines des politiques sociales. Vous l'aurez compris, notre action visait donc à concrétiser rapidement cette réforme, et ce, en bonne intelligence avec les différents secteurs et entités concernées.

Deux ans après son lancement par Rachid Madrane, que dire aujourd'hui du plan culturel pour Bruxelles ?

Je vous répondrais que le Plan Culturel pour Bruxelles se porte bien. Pour le concrétiser, j'ai notamment dégagé en 2015 un demi-million d'euros supplémentaires pour promouvoir la Culture à Bruxelles et par là, concrétiser le Plan Culturel pour Bruxelles. Parallèlement, j'ai veillé à revaloriser les moyens attribués aux acteurs culturels de proximité, tout en fournissant une aide à la création bruxelloise. L'objectif était et sera toujours d'appuyer les opérateurs qui s'investissent dans un projet de démocratie culturelle avec le souci constant de toucher de nouveaux publics . Je pense notamment aux moyens apporté au Centre d'information et de formation en arts du spectacle (Cifas), de la Bellone, de l'Institut supérieur pour l'étude du langage plastique (Iselp), de CFC Editions, du Guichet des Arts, du Réseau des Arts, de la Maison de la Francité et du Théâtre des Martyrs.

En outre, et à mon initiative, deux pièces de théâtre ont reçu le label d'utilité publique qui les fait bénéficier d'un soutien accru à la diffusion de « Djihad » et d' « Un Homme Debout ». L'octroi de ce label salue la pertinence, le rapport à l'actualité ou aux grands enjeux sociétaux, et enfin la qualité pédagogique de l'œuvre.

Les nouveaux moyens dégagés pour l'année 2016 permettront quant à eux, de donner une impulsion encore plus appuyée en matière de Culture, l'accent sera mis sur le soutien aux opérateurs culturels de proximité ainsi que sur la concrétisation d'autres axes relatifs à la mise en œuvre du Plan culturel pour Bruxelles.

Une attention particulière sera portée sur les aspects relatifs à la participation à la vie culturelle et artistique du plus grand nombre ainsi que sur la promotion de la diversité au sein des programmes, des équipes et des publics. A titre d'exemple, il a été proposé de remettre un prix de la Diversité à trois opérateurs distincts ayant intégré avec le plus d'originalité et de succès le critère de diversité au sein de leur programmation, de leurs équipes techniques et artistiques, et de leurs publics.

Le Plan culturel pour Bruxelles posait également une question fondamentale : quelle vision de la culture pour Bruxelles ?

Le Plan Culturel part du constat que Bruxelles dispose d'une identité culturelle forte, qui lui est spécifique, et qu'il convient de valoriser à sa juste mesure.

En effet, Bruxelles est une métropole « Capitale », située au carrefour de différentes cultures, elle occupe une place stratégique au niveau mondial, en particulier au travers de son statut de capitale de l'Europe.

Ce statut se répercute au niveau culturel : Bruxelles connaît en effet une vie culturelle intense et foisonnante. Elle est une ville de référence pour la danse contemporaine internationale et accueille de grandes galeries d'arts plastiques. Elle abrite plusieurs institutions culturelles prestigieuses. Elle est enfin une grande ville universitaire, particulièrement réputée pour ses écoles d'art qui attirent des étudiants du monde entier.

Cependant, Bruxelles se caractérise aussi par la diversité de ses habitants au niveau culturel puisque plus de 30% de la population bruxelloise est étrangère. Cette diversité est aussi générationnelle : la population bruxelloise est plus jeune que celle des autres régions, en même temps que les personnes âgées qui y vivent, le sont de plus en plus.

Si une telle diversité fait la richesse et la spécificité de Bruxelles, elle se reflète aussi dans la dualisation sociale et spatiale de notre Région. Cette dualité se traduit aussi dans les pratiques culturelles. Par exemple, les communes centrales de Bruxelles connaissent, par rapport à la moyenne de la population bruxelloise, un nombre trop important de «désengagés culturels», qui se retrouvent en marge de ce que l'on appelle la participation culturelle.

L'ensemble de ces caractéristiques, institutionnelles, communautaires, spatiales et démographiques démontrent tout l'intérêt qu'il y avait de concrétiser le Plan Culturel qui intègre les forces et les atouts de notre Région, mais aussi les défis que doivent relever les politiques culturelles à Bruxelles.

Dès lors, proximité, participation, diversité, émancipation sont et seront les mots-clés définissant la politique culturelle bruxelloise, laquelle porte une attention accrue aux personnes marginalisées ou fragilisées sur le plan socio-économique.

Par ailleurs, notez aussi que je souhaite mener une politique de soutien à la création, et en particulier aux jeunes talents. En effet, les artistes sont les principaux moteurs de l'identité culturelle bruxelloise : or, ceux qui débutent leur parcours artistique sont souvent exposés à de multiples difficultés d'ordre social, fiscal et administratif, de même qu'à un manque de visibilité dans leur travail.

Quel est le défi que vous aimeriez relever d'ici la fin de la législature, celui qui vous tient le plus à cœur ?

Je dirais que l'un des défis majeurs consiste à renforcer l'accès à la Culture via la proximité, la participation de tous et la promotion de la diversité.

L'objectif poursuivi ici est de mettre en œuvre les droits culturels, sur l'ensemble du territoire régional. La Culture étant une richesse immatérielle, il importe de la partager. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'immense majorité des moyens culturels dont je dispose sont et seront affectés aux projets qui œuvrent activement sur le terrain à la participation culturelle active du plus grand nombre. Il s'agit concrètement de faire de chaque citoyen, non pas simplement un spectateur, mais un acteur de culture à part entière, capable de défendre ses propres codes culturels.

En matière d'accès à l'offre culturelle, cette politique suppose une attention particulière aux personnes qui n'ont pas ou plus la faculté de se déplacer, et une introduction massive de la culture dans les crèches, les écoles, les hôpitaux, les homes, ou encore les prisons. Toujours dans cette optique, il importe de déployer de la Culture au sein de l'espace public, afin de la rendre pleinement accessible à tout un chacun. Il importe enfin de supprimer tous les obstacles, qu'ils soient tarifaires, matériels, ou psychologiques, et qui entravent le plein accès à la vie culturelle de tous les bruxellois.

Votre perception des liens entre la culture et le secteur social ?

En ce qui me concerne le lien entre politique sociale et politique culturelle est indéniable et je dirais même qu'il doit être renforcé.

En effet, la diversité et l'effervescence culturelles propres à Bruxelles constituent un atout exceptionnel sur le plan de la cohésion sociale et de l'identité culturelle de chaque Bruxellois, mais aussi, en terme de rayonnement international de la Région bruxelloise. Mais, si la Culture est désormais reconnue en tant que moteur de développement urbain, il est indéniable que les politiques culturelles d'attractivité s'adressent de préférence à certains groupes sociaux, souvent plus favorisés.

Or, la Région bruxelloise est aussi composée de groupes sociaux plus fragiles, voire franchement précarisés, qui connaissent une triple forme de relégation spatiale, sociale et culturelle. Cette exclusion entraîne un fort sentiment d'indignité et d'infériorité, ce qui ne peut être toléré dans une société démocratique.

Cette dualisation de la population bruxelloise représente un défi essentiel sur le plan des politiques culturelles.

Dès lors, j'entends mener une politique culturelle de proximité et de soutien aux initiatives émergentes qui privilégient cohésion sociale et diversité culturelle. Je suis partisane d'une culture qui ne sépare pas, mais qui réunit, en s'enracinant avec force dans l'espace public et social, auquel elle insuffle une nouvelle vie.

Interview politique

Votre définition du mot créativité, un exemple de ce qui, pour vous, a été fait de particulièrement créatif ces dernières années ou mois (dans les domaines de la culture, du social ou de la santé)

Mons 2015 représente à mes yeux un foisonnement culturel incroyable. La participation citoyenne à cet événement était également extraordinaire. J'ai pu assister au lancement de Mons 2015 et j'ai vraiment vu des scènes de liesse populaire. Mons s'est créé une place dans la Culture et a montré ce qu'on pouvait faire quand on ne manque pas d'ambition. C'est pour moi un exemple de réussite totale.

Trop souvent, quand on demande aux acteurs de terrain d'être «créatif» c'est aussi à cause de l'absence de moyens financiers, sommes-nous condamnés à faire des miracles avec des bouts de ficelles ? Et si oui, de quelle manière peut-on imaginer valoriser le travail qui est fait et continuer à entretenir la flamme de tous ceux qui œuvrent sur le terrain, en clair comment ne pas épuiser la créativité ?

C'est vrai que nos artistes manquent parfois cruellement de moyens et qu'ils doivent souvent accomplir de petits miracles. Je pense aussi que nous devrions développer notre rayonnement à l'international. Soyons fier de notre savoir-faire. Nous possédons ici à Bruxelles, une école de Cirque réputée. De nombreux talents sont récompensés chaque année. Nos artistes ont du talent et il faut les mettre en avant. Et faire mentir le proverbe : « nul n'est prophète dans son pays ».

Bruxelles est une ville multiculturelle, c'est ce qui fait sa richesse, que faire pour favoriser plus encore le dialogue, les passerelles, les ponts entre toutes ces culture qui l'animent, comment œuvrer pour abattre certaines frontières «invisibles» ?

Bruxelles est à bien des égards un laboratoire exemplaire du vivre ensemble. Avec plus de 180 nationalités présentes sur son territoire, il est primordial de tout mettre en œuvre pour démontrer qu'il est possible de construire un monde meilleur, ouvert, multiculturel et respectueux. Les pouvoirs publics ont à cet égard la responsabilité de mener toutes les actions nécessaires en vue de créer cet espace commun, fait de tout ce qui rassemble, plutôt que de ce qui sépare. Il est dès lors proposé de reconduire l'appel à projet relatif à la mise en œuvre du Plan Culturel pour Bruxelles, mais en se focalisant exclusivement cette année 2016, sur la promotion du dialogue interculturel, au travers du vivre-ensemble, voire du faire-ensemble, qui invitera les Bruxellois à rentrer différents projets communs liés à la diversité.

« La précarité n'est pas une fatalité, nos choix de société résultent de choix politiques. »

Abdelhak Ziani

Martine Cornil, pour le CBCS

LES SANS-PAPIERS *citoyens*

Septembre 2015, au cœur de la capitale de l'Europe, dans un parc à côté de l'Office des étrangers, s'érige un camp de réfugiés. De simples citoyens décident de ne pas rester les bras croisés devant ces centaines de personnes, femmes, hommes, enfants qui attendent dans la rue que l'Etat à qui ils viennent demander asile daigne leur accorder un hébergement. Une formidable leçon de solidarité, d'humanité et de créativité.

Beaucoup de choses ont été écrites, filmées sur le camp du parc Maximilien, sur la Plate-forme citoyenne d'accueil aux réfugiés, et cette mobilisation citoyenne méritera sans doute un jour de faire l'objet d'une analyse plus fouillée.

Nous avons tous vu les images de cette cuisine qui s'est construite en quelques jours, on sait moins qu'elle distribuait jusqu'à 2000 repas au quotidien, on sait peu qu'elle était gérée par un collectif de sans-papiers le « Collectactif », présent sur le terrain de la récupération, du partage et de la transformation alimentaire depuis 2013.

Collectactif

Collectif constitué de membres fixes qui, en tant que migrants, s'investissent bénévolement dans la mise en place de structures de solidarité horizontales, afin, d'une part, de contribuer à la sécurité alimentaire des personnes précarisées et, d'autre part, de lutter contre le gaspillage alimentaire, ceci via la collecte, la transformation et la redistribution d'aliments invendus

- *COLLECTMET : collecte et redistribution des aliments invendus sur le marché des Abattoirs*
- *Organisation de tables d'hôtes hebdomadaires : transformation des excédents alimentaires, renforcement de la cohésion sociale*
- *Sensibilisation à des thèmes tels que le gaspillage alimentaire et la sécurité alimentaire*
- *Renforcement de l'émancipation et de la participation citoyenne de personnes se trouvant dans une situation administrative précaire*
- *Catering social dans le cadre d'événements organisés par des associations ou des collectifs*

Abdelhak Ziani a 45 ans, il est arrivé du Maroc en 2005 et c'est en 2008 qu'il a obtenu les papiers lui permettant de rester et de travailler en Belgique en toute légalité.

C'est en tant que travailleur social pour l'association PIGMENT (www.pigmentvzw.be) et grâce à un subside de la région flamande accordé pour un projet communautaire qu'il est à l'initiative, avec cinq personnes sans-papiers, du projet « Collectactif ».

Ce projet qui aujourd'hui vole de ses propres ailes vers de nouveaux horizons.

Rencontre

« L'association PIGMENT est implantée tout au centre de Bruxelles, rue d'Ophem, et est active auprès de personnes extrêmement précarisées, des SDF, des sans-papiers, des personnes exclues du système. Pendant la période hivernale 2013, nous avions reçu des subsides de la région flamande pour créer un projet ayant pour cible un public fragilisé. En discutant avec quelques sans-papiers, il nous était alors apparu qu'il y avait des manques importants au niveau des repas. Dans le même temps, on savait bien que le gaspillage existait, que sur les marchés, dans les magasins, on jetait les invendus.

Donc, alors même que de plus en plus de personnes avaient les pires difficultés pour se nourrir correctement, il y avait cette réalité-là : des gens ont faim et on jette de la nourriture…

C'est là qu'est née l'idée d'aller récupérer les invendus alimentaires, de les transformer en repas et de les distribuer pour les personnes qui fréquentaient l'assoc et le quartier. »

Et puis un matin, l'hiver cède le pas au printemps

« Et là, tout devrait s'arrêter, puisque nous ne recevons plus de subsides pour ce projet, mais en fait c'est là que tout commence vraiment.

Les sans-papiers ne veulent pas laisser tomber cette action, ces collectes, les transformations, les distributions,…

Tout cela ils y tiennent, ils aiment la dynamique que cela crée pour eux et autour d'eux. Ils ont, grâce à ce projet, retrouvé confiance en leur capacité d'action. Ils ont été dans le « faire », ils n'attendent pas passivement des nouvelles de l'office des étrangers. Ils ont été dans le « don », ils ont rompu leur isolement. Tout cela est bien trop important pour que cela s'arrête.

C'est à ce moment-là que nous rencontrons les étudiants de « Communa », (Communa est une association sans but lucratif qui a pour objet social de favoriser l'accès au logement à Bruxelles au profit des jeunes, des artistes et des personnes précarisées : www.communaasbl.wix.com/asbl).

Ces étudiants nous offrent d'occuper gratuitement leur local une fois par semaine pour y organiser des tables d'hôtes et d'y proposer à prix libres des repas à base d'aliments récupérés, un peu plus tard l'asbl Toestand (www.toestand.be) qui fait de la réactivation (par l'usage) de bâtiments abandonnés ou oubliés nous proposera aussi d'organiser des tables d'hôtes chez eux. En ce moment Collectactif propose donc une table d'hôte le mercredi et une autre le samedi. »

Au parc Maximilien en cet été finissant

« Dès le début du camp nous étions là sous la bannière « les sans-papiers accueillent les réfugiés », d'abord c'était avec une cuisine mobile et des plats de lentilles (en caricaturant…), mais très vite nous avons compris qu'il fallait construire une structure et cuisiner sur place, il y avait trop de personnes à nourrir. Ce qui s'est passé là, dans ce parc, est quelque chose d"extraordinaire, un tel élan de solidarité, un tel afflux de dons, toutes ces personnes qui se proposaient comme bénévoles pour aider c'était magnifique, rassurant pour notre humanité.

Cela mettait d'autant plus en lumière ce décalage entre l'efficacité de cette prise en charge par les citoyens d'une situation de crise, et, en face, l'inertie des politiques…

Nos rapports avec la plateforme citoyenne d'accueil aux réfugiés étaient très corrects et très vite c'est le Collectactif qui a eu la mission de gérer la cuisine.

Pendant toute la tenue du camp nous avons dû arrêter les tables d'hôtes, il était impossible de tout faire et être auprès des réfugiés nous semblait essentiel.

Pour l'arrêt du camp nous n'avons pas été consultés, cela a occasionné certaines frictions avec quelques personnes, mais les tensions se sont apaisées et nous sommes restés en contact.

© Collectactif

LUNDI 04 AOÛT 2015

6 | SUDPRESSE | SOCIÉTÉ

Récupération de légumes au marché des Abattoirs

Chaque dimanche, Collectactif glane et redistribue plus d'une tonne d'aliments invendus

Fondé en 2013, le projet social et anti-gaspillage Collectactif récupère des fruits et légumes invendus dans les marchés pour les redistribuer. Chaque dimanche, ils sont au marché des Abattoirs où ils glanent plus d'une tonne d'aliments qu'ils proposent ensuite gratuitement au public. Reportage sur place.

Il est 13h ce dimanche et le marché des Abattoirs à Anderlecht bat encore son plein. Dans un coin retranché, derrière des étals, le long de la rue Ropsy Chaudron, une dizaine de personnes s'active à installer des caisses vides sur des tables en bois. Ils seront bientôt remplis de fruits et légumes glanés auprès de marchands qui peuvent distribuer gratuitement ces produits au public intéressé.

Créé en 2013 par six personnes sans-papiers en nouvellement régularisées, Collectactif est engagé dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et la redistribution des denrées aux plus nécessiteux. « Nous voulions montrer que les sans-papiers sont des citoyens à part entière qui se sentent concernés par des problèmes propres à tous comme le gaspillage. Qu'ils peuvent participer à la société », explique Abdel, l'un des fondateurs. Collectactif propose chaque mercredi à Uccle et chaque samedi Allée du Kuit, près de Tour & Taxis, des tables d'hôtes où sont servis des repas issus de la récupération alimentaire, à prix libre.

CHAQUE SEMAINE AUX ABATTOIRS

Le dimanche, le collectif prend ses quartiers au marché des Abattoirs. Un partenariat a été mis en place entre eux, le marché et l'ASBL Culturezhem. D'ailleurs Mohamed, du service propreté du marché, vient régulièrement rendre visite au collectif et soutenir le projet. Depuis environ un an, Collectactif dispose d'un local pour entreposer les fruits et légumes glanés à la fin du marché et les redistribuer aussitôt. Ils sont aidés de plusieurs bénévoles et le tout se déroule dans une bonne ambiance. « On est super contents de faire ça », sourit Walid. « Nous travaillons avec cinq ou sept marchands et rien qu'avec eux, nous récupérons en moyenne une tonne et demie de fruits et légumes chaque dimanche. Nous ne pouvons pas faire plus, mais imaginez, il y a une centaine de marchands sur ce marché ! »

Une tonne et demie, c'est autant de nourriture qui ne finira pas à la poubelle ou incinérée car plus bonne pour être vendue. Chaque dimanche à partir de 13h, ce sont environ 150 personnes qui viennent récupérer gratuitement les aliments de leur choix, selon le stock glané par les membres de Collectactif. Il s'agit souvent d'habitués, de personnes en situation précaire en nombre, aux profils et origines très variés. Parfois, le collectif récupère auprès de la francophone KAK, vient avec de la musique et des ateliers pour animer la distribution.

1,5 tonne de fruits et légumes redistribués à environ 150 personnes gratis

Évidemment, le soutien des marchands est primordial. Le primeur Mohamed est le premier à avoir cédé Collectactif et donné ses invendus. « Je le fais par humanité », sourit-il. « Il y a des invendus qui ne peuvent pas aller jusqu'à la semaine prochaine, on ne va pas les garder. Et il y a des gens qui n'ont pas à manger, c'est important. Dans notre culture à nous les Arabes, c'est important d'aider nos pauvres » Walid et Adbel repartent du stand de Mohamed avec des cageots entières de prunes et vous les emmener au local, soustraits aux lèvres. ■

MARIE HAMONEAU

1. Le local et point de distribution de Collectactif, en marge du marché, le long de la rue Ropsy Chaudron. 2. Les membres sont glaner les invendus auprès des marchands. 3. Abdel et Walid, deux des six fondateurs de Collectactif, repartent avec des prunes. 4. Le marché des Abattoirs compte une centaine de primeurs. © DANIELLE LANDIC

ENTRETIEN

« Un côté social et environnemental »

FSE Network

RÉSEAU D'ENTREPRENEURS DE RÉCUP' ALIMENTAIRE

par Marie Hamoneau JOURNALISTE

Créé en 2013, FSE (food Surplus Entrepreneurs) est un réseau pour les personnes qui proposent des actions pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Rencontre avec trois de ses membres bruxellois, Jods et Alice, cofondateurs, et Shanturu.

Où en est-on actuellement en matière de récupération alimentaire ?

Le gaspillage alimentaire parle à beaucoup de gens différents, pour différentes raisons. On en parle de plus en plus. Récupérer de la nourriture permet des économies. Ça a un côté social et aussi un côté écologique. C'est le nouveau bio, le niveau suivant. C'est même devenu un argument de vente maintenant. Débuter à son operation de légumes moches, comme Intermarché avant en France. Au Royaume-Uni, la chaîne Prêt à Manger s'intéresse également à la récupération.

Que faites-vous avec le réseau FSE ?

Nous avons créé ce réseau car beaucoup d'initiatives concernant le surplus alimentaire existent mais ce sont pas forcément en contact. Notre réseau permet de faire un lien entre elles. Elles peuvent communiquer, donner des idées à d'autres, montrer que ça peut marcher. C'est aussi important pour motiver. Nous avons aujourd'hui 180 entrepreneurs dans le réseau et une centaine d'initiatives partout en Europe. Nous avons deux niveaux de plate-forme, la grande, internationale, et des réseaux locaux.

Comment s'organise un réseau local ?

C'est un réseau structuré sur une ville, où les entrepreneurs se rencontrent régulièrement pour discuter de leurs actions et pourquoi pas collaborer. Nous avons des fruits à Bruxelles, Amsterdam, Paris, Oslo, Budapest, Berlin et Londres. Certains sont plus dynamiques que d'autres. À Bruxelles, on a quatre ou cinq projets. Nous sommes comme une famille.

Pourquoi est-ce particulièrement important de travailler localement ?

Le surplus alimentaire doit être fait localement notamment parce que les questions de temps et de logistique sont très importantes. Si on est à Bruxelles, ce n'a pas de sens d'aller jusqu'à Mons chercher des légumes qui allaient être jetés. On gaspille du carburant en pillage. Il faut le faire à l'échelle des villes. D'ailleurs, beaucoup de villes font des choses contre le gaspillage, alors que les Etats n'ont pas l'air de se bouger vraiment.

Comment aimeriez-vous voir le réseau FSE se développer ?

Nous aimerions faire de la consultance pour les villes, afin de les aider à développer des projets pour devenir « zéro déchet ». Nous travaillons actuellement au développement d'un cadre. Nous pensons que beaucoup de villes sont intéressées, mais ça prend du temps. ■

Jods, Alice et Shanturu. © DR

Solidarité horizontale

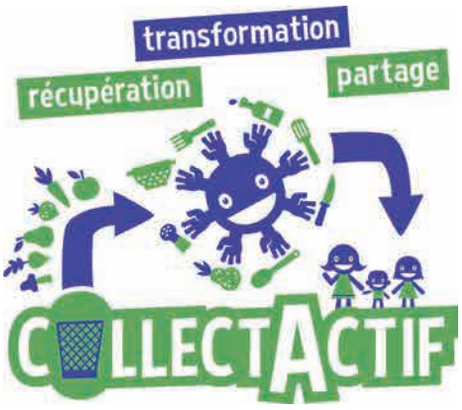
« L'expérience du Collectactif en général et ce qui s'est passé au parc Maximilien en particulier est une belle illustration de solidarité horizontale plutôt que de charité verticale.

Il n'y avait pas que des réfugiés qui sont venus chercher un abri, à manger et de la chaleur humaine au parc, il y avait aussi des SDF, des Roms, des sans-papiers, nous le savions. Nous avons fait à manger pour tout le monde, il n'y avait aucune raison de hiérarchiser ou d'étiqueter les personnes qui étaient sur place, si elles étaient là c'était aussi, souvent, parce qu'elles n'avaient nulle part où aller.

Pour les sans-papiers qui s'investissent dans ce projet qui est devenu le leur c'est aussi une forme d'accaparement de la citoyenneté. Être sans-papiers, c'est être sans statut, c'est être sans « utilité » sociétale, c'est être entre rien et nulle part, se promener constamment entre peur et espoir (dans le groupe il y a un homme qui est ici depuis 2006 et qui n'a toujours pas de réponse).

Ici leur utilité, leur créativité s'imposent. Ils sont visibles et partie prenante d'un projet de société plus juste, plus solidaire. On est bien loin de l'image du « profiteur ».

Participer à Collectactif c'est aussi être dans l'accueil, casser les préjugés, tisser des liens, créer des ponts. C'est prouver que des étudiants, des SDF, des sans-papiers peuvent œuvrer ensemble. »



« Une belle illustration de solidarité horizontale plutôt que de charité verticale. »

Parfois, je me dis que les associations ne sont que de la béthadine sur la plaie sociale…

« Depuis 10 ans que je côtoie les associations qui s'occupent des plus précaires, j'ai vu la pauvreté augmenter. Cette augmentation des plus démunis est un problème qui appelle à trouver des réponses concrètes. Les associations n'y suffiront bientôt plus et nous sommes en attente de réponses politiques plus fortes. La précarité n'est pas une fatalité, nos choix de société résultent de choix politiques.

En récoltant les invendus, en les cuisinant, en les redistribuant à ceux qui ont faim, en luttant contre le gaspillage Collectactif fait partie de la solution.

Alors certes, ce sont de petites actions, mais c'est du concret, c'est efficace, c'est aussi une façon de refuser la résignation sans pour autant être dans la révolte dure. »

Une forme de résistance ?

« Non, pas vraiment, la résistance c'est fatiguant, nous on tente de suivre le courant en essayant de changer les choses, là, après cette expérience on a décidé de lancer un nouveau projet, d'aller plus loin encore. Nous sommes en train de créer « Cuisine du monde, pour tout le monde », l'idée c'est de continuer sur la philosophie du Collectactif (récup, transformation, distribution et vente), mais à plus grande échelle. On veut acheter un bus et le transformer en cuisine mobile afin de pouvoir se rendre là où sont les besoins et les besoins ne manquent pas. Le week-end, par exemple, les restos du cœur sont fermés, ils voient d'un bon œil notre initiative. »

Le beurre et l'argent du beurre…

« C'est clair que tout cela coûte, qu'aménager un bus est onéreux, qu'il est important aussi de pouvoir payer les gens, on va passer par le crowdfunding pour trouver les fonds. Sinon on arrive toujours à rentabiliser un peu la cuisine en répondant à des appels pour l'organisation de banquets lors d'événements ponctuels, c'est ce qui nous finance en partie. »

Ce qui nourrit l'action ?

« La restauration de l'image de soi que cela procure aux sans-papiers, la création de liens, cette citoyenneté active, quand bien même elle est refusée sur papier. Le sentiment de participer à quelque chose d'important, de ne pas rester les bras ballants en regardant monter la misère. Etre dans l'action, refuser le défaitisme, aller à la rencontre de l'autre, c'est être acteur de notre existence, c'est participer à un « tout » bien plus grand que nous.

C'est dire aussi, dans une société de plus en plus individualiste, l'importance du collectif, l'importance de l'attention qui est portée à l'autre, l'impératif qu'il y a à rassembler plutôt qu'à diviser, à partager plutôt qu'à exclure. C'est mettre en lumière, non pas ce qui nous sépare, mais bien ce qui nous unit : notre commune humanité. »

Pour en savoir plus sur les actions et projets du Collectactif :
www.collectactif.wordpress.com

© Collectactif

S'investir visiblement

ISABELLE OU COMMENT SECOUER LE COCOTIER,

même s'il s'agit de platanes…

Vous l'avez peut-être déjà vue dans l'un ou l'autre reportage télé, ou sur le net, citoyenne engagée dans de multiples et successifs combats (contre l'expulsion de Jeroen, pour la sauvegarde de l'avenue du Port, aux cotés des sans-papiers afghans, pour un autre piétonnier...), Isabelle Marchal met l'humour et la créativité au service de causes qui la font descendre dans la rue et s'exposer sur les réseaux sociaux.

Ce qui frappe de prime abord quand on la rencontre, c'est son rire. Isabelle est une révoltée qui rit beaucoup, alors même qu'elle s'élève contre toutes ces choses qui auraient plutôt tendance à la désespérer.

Rires et chansons

« La première fois que j'ai utilisé l'humour comme outil de revendication, c'était dans le cadre de mon boulot, je travaillais dans une maison d'édition, avec un patron « à l'ancienne », quelqu'un qui dirigeait sa petite entreprise de manière assez autoritaire et patriarcale, ce n'était pas quelqu'un de méchant mais il pouvait se montrer parfois assez fermé, borné face à nos demandes. Un jour alors que les demandes justifiées d'augmentations salariales ne trouvaient jamais aucun écho positif chez lui et que la situation semblait bloquée, j'ai écrit un texte humoristique pour lui demander cette augmentation qui faisait suite pour moi à un changement de fonction au sein de l'entreprise. Ce texte, je le lui ai chanté sur l'air de « Au grand café » de Charles Trenet. Ça l'a fait sourire et j'ai obtenu mon augmentation de salaire. »

Mobiliser sur Facebook

« Dès que j'ai commencé à militer, je me suis rendue compte du poids et de la force mobilisatrice des images, mais aussi de la capacité qu'ont les réseaux sociaux à servir de caisses de résonnance. Facebook n'est pas que ce lieu où les gens publient des selfies ou des photos de vacances, c'est aussi un moyen de partager des infos, d'attirer l'attention d'un plus grand nombre sur des problématiques qui ne font la une d'aucun médias mainstream.

On peut utiliser cet outil comme une sorte de lanceur d'alerte. On peut aussi en faire un point de rassemblement, de mobilisation, d'échanges d'idées, de partage d'informations. Les printemps arabes ou le mouvement des indignés en Espagne, par exemple, l'ont démontré de manière incroyable.

Cela peut aussi bien sûr, et on ne manque malheureusement pas d'illustrations, être le lieu de toutes les dérives, mais c'est un outil de mobilisation et d'information qui s'avère assez performant, c'est en tout cas comme cela que je l'utilise, c'est un moyen efficace aussi pour montrer l'envers du décor. »

Redonner du temps au temps

« Ce qui manque cruellement aujourd'hui, et toutes les actions auxquelles j'ai participé se sont heurtées à cette difficulté, c'est du temps pour expliquer, du temps pour nuancer. On ne peut résumer certains combats en trois phrases et deux slogans. Réduire ce qui s'est passé avenue du Port à la sauvegarde de quelques platanes, n'a aucun sens, ce qui était en jeu à ce moment-là, c'était aussi de pointer l'absence d'entretien de cette avenue qui perdurait depuis de longues années. Ce qui était mis en jeu c'était le coût matériel, mais aussi urbanistique, patrimonial, culturel qui résulterait d'une « bétonisation » de cette artère. Mobiliser des gens autour de la sauvegarde de quelques arbres ce n'est finalement pas si compliqué, faire comprendre pourquoi on veut sauver des pavés et pointer du doigt les (ir)responsabilités des décideurs cela demande du temps. Or le véritable enjeu c'est de faire comprendre que les choses peuvent se passer autrement pour le bien de tous, qu'il est possible de dépasser l'horizon des intérêts particuliers. »

Il y a comme une impossibilité à faire entendre une autre musique…

« On vit la même chose en ce moment avec le fameux piétonnier du centre-ville. Critiquer ce piétonnier ne veut pas dire qu'on ne veut pas de zone piétonne au centre-ville, ce que nous critiquons c'est la manière dont cela se passe, l'absence de concertation avec les riverains, le refus de la prise en compte des nuisances qu'il occasionne pour tous ceux qui vivent ou travaillent dans son immédiate proximité.

Nous vivons à l'heure de la simplification excessive, de l'immédiateté du commentaire, mais les vrais enjeux sont ceux du contrôle démocratique que peut exercer le citoyen sur ce que font nos élus des deniers publics. Cela nous concerne tous, c'est la question centrale du vivre ensemble. Comment aujourd'hui faire société si, faute de temps, d'explications, d'informations sur les tenants et aboutissants le citoyen se désintéresse de la chose publique ? »

L'espace public est… public

« Quand on se retrouve à plusieurs à s'asseoir sur le bord des trottoirs de la place Sainte Catherine pour dénoncer le fait que celle-ci soit envahie par les terrasses des restaurants et des cafés qui l'entourent, ce que l'on critique ce n'est pas le fait qu'il y ait des terrasses supplémentaires.

Ce qui ne nous semble pas normal c'est la « privatisation » de l'espace public, l'impossibilité qu'il y a, quand ces terrasses s'étendent sur cette place, à ce que les enfants du quartier puissent encore y jouer, à ce que les SDF puissent y occuper les bancs publics.

Une des questions que je me pose depuis quelques années c'est la place de l'humain dans la cité, l'existence de lieux de rencontres gratuits, d'espaces où peuvent se nouer les liens de la citoyenneté. Quand on privatise des petits bouts d'espace public, on nous met hors-jeu, hors cadre. Dans le cas des SDF la solution n'est pas de les chasser, de les rendre invisibles, le problème c'est qu'il y a des SDF et la vraie question est donc de savoir comment notre société peut remédier à cela. »

Apprendre à encaisser les coups et continuer

« Rien n'est jamais vraiment facile dans toutes ces mobilisations, on perd beaucoup d'énergie à tenter d'expliquer qu'on ne considère pas l'autre (souvent ici, les pouvoirs publics) comme un adversaire et que le souhait c'est de pouvoir être ou (re)devenir partenaire. Partenaire dans la prise de décision, dans la compréhension des choix qui sont faits. Partenaire pour que notre avis soit pris en compte. J'ai l'impression parfois d'être face à des gens que le pouvoir a rendus extrêmement arrogants, pour lesquels le fait d'avoir été élus leur donne le sentiment d'avoir tous les droits.

Il faut aussi se battre contre les simplismes, les étiquettes, on est vite qualifiés de « bobos », d'extrémistes de gauche, comme si on ne pouvait pas être simplement un citoyen demandant des comptes, réclamant des explications, maitrisant souvent parfaitement les dossiers. Démonter le discours des politiques implique de bien s'informer, se documenter, il faut que la parole citoyenne soit juste, qu'elle soit construite, étayée. Lorsqu'elle y parvient, c'est une situation très déstabilisante pour les gens au pouvoir qui se retranchent alors derrière l'ironie, les étiquettes, parlent d'instrumentalisation…tout cela, bien sûr, pour éviter de parler du sujet lui-même.

Je ne suis d'aucun parti, je veux conserver une liberté absolue. La sincérité du combat est continuellement remise en cause, c'est parfois épuisant, c'est cela aussi qui fait que les mouvements s'étiolent.

Je ne se suis pas contre l'Etat, au contraire, je paie des impôts et j'attends de l'Etat qu'il assume son rôle de régulateur entre les différentes composantes de la société. Qu'il s'investisse pour le bien commun. J'ai fait mienne cette citation d'Henri Lacordaire (prêtre dominicain, journaliste et homme politique français du 19ème siècle).

Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. »

Laisser parler les images

« La photo fait partie de mes passions, j'aime photographier les gens. Quand on avait lancé la mobilisation pour empêcher l'expulsion de Jeroen, un ancien SDF qui avait retapé une maison vide appartenant au CPAS, j'avais fait une affiche « Jeroen doit rester/ Jeroen moet blijven » avec une photo de la maison qu'il occupait rue de Flandre. Ensuite, je m'étais postée avec mon appareil devant sa maison et je demandais aux habitants du quartier s'ils voulaient bien être pris en photo devant la façade avec l'affiche sur eux. Progressivement on exposait les photos des gens dans la vitrine et on continuait à photographier ceux qui l'acceptaient. C'était très beau de voir tous ces riverains poser pour Jeroen et pour la survie du lieu d'accueil et de rencontre qu'était devenue cette maison sous son impulsion.

L'image est l'outil de marketing par excellence. Détourner les outils du marketing au profit des causes citoyennes est particulièrement efficace…et jubilatoire !

Pour l'avenue du Port, on avait reçu l'aide d'un directeur d'agence de pub qui nous avait offert une bâche de 12 mètres sur 15 mètres où était imprimée l'image de notre combat. La bâche est restée six jours, place Sainteclette, c'était phénoménal, on la voyait de partout !

La fois où j'ai été le plus frappée par l'impact de l'image, c'est avec la photo d'une petite fille afghane, lors d'une expulsion, sous le regard d'un policier visiblement mal à l'aise. Très vite cette photo est devenue emblématique, on l'a retrouvée en grand lors des manifestations des sans-papiers afghans, elle a fait le tour des réseaux sociaux. Quelques jours plus tard, Mohammad, un Afghan de ce collectif de sans-papiers, me prend par le bras et me dit « Tu es Isabelle Marchal ? C'est toi qui a fait la photo de la petite fille ? Merci, merci ! » J'étais sciée ! (photo en haut à droite)

J'ai pris beaucoup d'images d'eux, elles ont été exposées dans l'Eglise du Béguinage où ils étaient accueillis par l'extraordinaire abbé Daniel Alliët, curé de la paroisse. Pour les Afghans, j'ai fait peu de soupe, mais beaucoup de photos… »

Intelligence collective, humour et musique !

« Une mobilisation c'est toujours une expérience d'intelligence collective, chacun arrive avec sa petite boîte à outils (connaissances, imagination, savoir-faire, relations, expériences,…) et avec tous ces outils, on arrive à construire quelque chose ensemble.

C'est très gratifiant d'arriver à mener une action à bien avec d'autres personnes, la plupart du temps la mise en commun de toutes ces « boîtes à outils » permet un résultat final supérieur à tout ce que l'on avait pu imaginer.

Pour toutes les actions auxquelles j'ai participé, je me suis toujours dit « Isabelle, n'oublie pas l'humour », c'est important, parce qu'il est essentiel de rire ensemble, c'est fédérateur, parce que l'humour aide aussi à la visibilité ou à mieux faire passer un message.

Pour l'avenue du Port, par exemple, on avait détourné l'évènement du Meyboom et pour l'annoncer nous avions un communiqué de presse daté de 2713 ! On y parlait de la 703ème édition de la fête du Stadsboom, réjouissance populaire commémorant la victoire des bruxellois qui avaient réussi à sauver 300 platanes des tronçonneuses…On avait fait une vraie fête et on avait construit une tronçonneuse géante, il fallait voir cela !

Pour le potager des Tanneurs, petit coin de paradis condamné à disparaitre pour faire place à des logements sociaux, dans un quartier presque totalement dépourvu d'espaces verts, un slogan a rapidement surgi, qui résumait parfaitement la situation : « Les petits pois font de la résistance contre les grosses légumes. »

Le combat pour ce potager était perdu d'avance, mais on a tout tenté quand même.

Et quand les tronçonneuses sont entrées en action, on a diffusé le Requiem de Mozart, depuis une fenêtre donnant sur les lieux, parce que, même si elle se terminait tristement on voulait que l'histoire soit belle jusqu'au bout. »

> « La sincérité du combat est continuellement remise en cause. »

Mais tout ça pour quoi ?

« Sans doute que le fait d'avoir eu une maman réfugiée espagnole, dont la famille avait fui le franquisme, n'est pas étranger à tout cela…

Alors bien sûr, le moteur principal est de l'ordre de la révolte contre certaines formes d'injustices.

Personnellement, je n'arrive pas, dans cette société où tout nous pousse à un individualisme forcené, à me sentir bien, à être heureuse si la société dans son ensemble ne l'est pas. Durant des années, il me semble qu'on s'est laissé bercer, berner…

Nous avons pourtant tout à gagner à faire en sorte qu'il y ait un minimum de bien-être pour un maximum de gens, à se rendre à l'évidence que sans ce bien-être sur le plan collectif, aucun épanouissement personnel n'est envisageable, en dehors du très court terme.

C'est certainement cela qui me fait me bouger. »

Quel combat pour demain ?

« J'avoue que, par moments, il y a de quoi être fatiguée, découragée, dépitée. Je ne sais pas de quoi demain sera fait, ni où je serai, mais ce sera toujours avec les mêmes ingrédients, révoltes, indignation, humour et en essayant de « faire ma part. »

Martine Cornil, pour le CBCS

PROPRE
comme un sou neuf

Il y a des phrases qu'on ne s'attend pas à trouver dans un document de présentation d'un projet à destination des SDF, des plus précaires. Parmi ces phrases il y a celle-ci : L'offre de base : « se refaire une beauté. » Se refaire une beauté… ?!

2600
personnes sans-abris vivent à Bruxelles

1/3
des bruxellois vivent avec un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté

10%
des familles bruxelloises vivent sans installations sanitaires décentes

Les infrastructures sanitaires existantes sont débordées, insuffisantes.

N'y a-t-il pas plus urgent quand on parle des démunis, de ceux pour qui la rue est une prison à ciel ouvert que de se refaire une beauté ? N'y a-t-il pas comme priorité des priorités à leur donner de quoi manger, à leur trouver un lit pour la nuit ?

Se refaire une beauté ?!

Est-ce là encore une provocation signée par l'artiste plasticien Laurent d'Ursel ? Il faut se méfier des artistes, ils connaissent le poids des mots, ils savent qu'il y a des phrases dont la futilité n'est qu'apparente.

Alors oui, se refaire une beauté !

Le projet DoucheFLUX en quelques mots

« Pour laver le linge, il n'y a pas grand-chose. Oui, il y a La Fontaine mais il faut attendre 3 heures pour prendre une douche. C'est pour un nombre limité, y a que deux machines à lessiver. Résultat, tu as droit à une douche par semaine. Sauf si tu es une femme. Comment voulez-vous être présentable avec une douche par semaine ? »

« L'hygiène est un élément clé si on veut prendre sa vie en main. Si on ne peut plus se laver ou s'habiller convenablement, on se retrouve très vite sale et donc déprimé et désespéré. »

(Témoignages extraits du livre Revendications de (pré-)SDF bruxellois par le Collectif MANIFESTEMENT, Maelström)

DoucheFLUX ce sera

21 cabines de douche (soit un potentiel de 1760 douches par semaine), 35 lavabos, des miroirs, 1 salon-lavoir, des toilettes…

« Les toilettes sont gratuites mais les autres services seront payants, 1 euro par douche (d'une durée de 20 minutes avec mise à disposition de savon, serviettes et peignoirs) et 0,50 euro par lessive, cela participera sans aucun doute au respect du matériel mis à la disposition, mais il est évident que nous ne refuserons pas de douche ni de lessive si une personne est dans l'impossibilité de sortir cette somme aussi modique soit-elle…Le bâtiment sera accessible 6 jours sur sept, ouvert le week-end, fermé le lundi.

Pour l'été, nous comptons ouvrir tous les jours, parce que si les SDF se retrouvent parfois en une des journaux dès qu'il commence à faire froid, l'été est une saison particulièrement pénible pour eux, d'autant que certains lieux d'accueil sont fermés et que les problèmes d'hygiène corporelle sont encore plus importants quand il commence à faire chaud.»

> « Cette visibilité revêt un caractère politique. »

Dans le regard de l'autre…

« Perte de la dignité. Il faut se cacher par rapport aux autres passants, on a honte, je n'ai pas envie qu'on me voie. Il y a beaucoup de souffrances qu'on essaie de masquer. »

« Quotidiennement, nous endurons le mépris, les insultes, les violences, et pire : l'indifférence .»

« On n'est plus respectés quand on est à la rue. On est considérés comme des grosses merdes. »

(Témoignages extraits du livre Revendications de (pré-)SDF bruxellois par le Collectif MANIFESTEMENT, Maelström)

Restaurer une certaine image de soi

« Toutes les personnes qui travaillent dans l'aide aux sans-abris, toutes celles qui sont aux côtés des plus défavorisés, des précarisés, le clament depuis longtemps : ceux sur qui le regard ne se pose plus, ceux à qui l'on n'accorde plus d'attention, ceux dont on se détourne dans la rue par gêne ou par dégoût, sont aussi ceux pour qui le regard de l'autre est d'une importance capitale.

Et quand ce regard existe et qu'il s'agit d'un regard de mépris ou d'un regard qui juge, condamne, stigmatise, cela ne fait qu'ajouter encore à la souffrance, du mal au mal.

Etre « présentable », ne pas sentir mauvais, porter des vêtements propres, tous prérequis pour se présenter la tête un peu plus haute devant les autres, ceux qui sont encore du « bon côté », ceux qui n'imaginent pas ce combat de tous les instants qui doit être mené, quand on est à la rue, pour conserver une apparence correcte.

DoucheFLUX sera donc ce lieu où l'on pourra se refaire une beauté, ce lieu où le miroir ne sera plus un ennemi, ce lieu qui pourra servir de piste d'envol pour aller vers une reconstruction nécessaire. »

Face à des egos dévastés, l'importance de les accueillir dans du beau, du vaste, du lumineux, du grand, du moderne…

Laurent d'Ursel est formel : le bâtiment de DoucheFLUX sera beau, extrêmement beau, à la pointe du design, à la pointe de la domotique, à la pointe de l'ergonomie.

Pour cela ils ont fait appel à des bureaux réputés dans ces différents secteurs.

© DoucheFlux

Donner une visibilité aux précaires

« La première préoccupation des services d'aide aux plus précaire n'est pas, vu le peu de moyens disponibles face à une demande grandissante, d'accueillir ceux-ci dans des bâtiments pimpants. Or la vétusté apparente de certains lieux d'accueil est déjà en soi une forme de stigmatisation. En creux le message qui peut être perçu par ceux qui y sont accueillis c'est : de toute façon, je ne vaux pas mieux que cela. Souvent les lieux d'accueil se veulent discrets, aussi parce que la pression est forte de « nettoyer » les villes de ces pauvres qui font tache alors que, les prévisions l'attestent malheureusement, ils seront de plus en plus nombreux. Le bâtiment de DoucheFLUX ne sera pas discret, implanté au cœur de la ville, dans un quartier en plein redéploiement, il assurera sa visibilité par une signature en néons bleus sur la façade du bâtiment rénové. Cette visibilité revêt un caractère politique : c'est un message qui est lancé à l'ensemble de la population : ne vous voilez pas la face, ne fermez pas les yeux, les très pauvres sont là, partout, reconnaissables ou pas, de plus en plus nombreux. »

Etre sans domicile fixe, c'est se promener avec sa maison sur le dos et montrer à tout le monde qu'on n'a pas de chez soi…

Le nombre de SDF étant en constante augmentation, le manque de consignes disponibles est de plus en plus criant.

« C'est parfois le seul endroit privé dont nous disposons »

« Et de grâce, on a besoin d'avoir un accès quotidien à nos affaires. Le matin, pour nous débarrasser de nos bagages de nuit, les plus encombrants et les plus stigmatisants. Et le soir, pour les récupérer »

« Sans sacs, nous pouvons sortir, entrer dans un magasin, avoir des entretiens sans être classés SDF au premier coup d'œil »

(Témoignages extraits du livre Revendications de (pré-)SDF bruxellois par le Collectif MANIFESTEMENT, Maelström)

DoucheFLUX proposera 450 consignes de tailles diverses qui pourront être louée à la semaine.

Tomber…Tomber à la rue… Tomber dans l'extrême pauvreté…

Tomber.

Personne n'est préparé à cela, personne avant d'être « aidé » ne sait vraiment où s'adresser, vers quelle porte, quelle association se tourner, quels droits revendiquer.

« Il m'a fallu des années à la rue pour apprendre tout ce qu'il y a, tous les services, tout ce qui est possible. »

(Témoignage extrait du livre Revendications de (pré-)SDF bruxellois par le Collectif MANIFESTEMENT, Maelström)

DoucheFLUX ouvrira donc aussi un guichet d'informations afin de permettre aux personnes qui sont en situation précaire d'être orientées et de trouver leur chemin dans le dédale des offres de services existants. Tout cela se fera en collaboration avec tout le secteur afin que les personnes soient conseillées de la manière la plus efficiente qui soit.

« Pour ceux qui auraient besoin d'une aide spécifique, il sera fait appel aux spécialistes du secteur, DoucheFLUX ne veut prendre la place de personne, mais devenir un lieu de relais, de rencontres, d'informations, de collaborations et d'optimalisation pour lutter contre cette pauvreté croissante, ce sans-abrisme qui fait honte à nos sociétés. »

DoucheFLUX c'est donc en partie cela, en partie seulement, parce que le bâtiment est grand, qu'il permet beaucoup de choses, toutes ces choses dont nous allons parler en rencontrant celui qui a rêvé ce projet avant de le réaliser, Laurent d'Ursel.

Pour en savoir plus sur DoucheFLUX : **www.doucheflux.be**

LAURENT D'URSEL

Créatif pragmatique

Un BIS tout entier ne suffirait pas à épuiser toutes les vies et tous les univers explorés par Laurent d'Ursel, nous ne nous y risquerons donc pas (pour découvrir une partie de son œuvre nous vous conseillons de visiter son site www.loeuvrette.be), nous contentant, au cours de cette rencontre, de comprendre pourquoi ce quinqua en perpétuel mouvement a décidé, il y a quelques années de cela, de mettre une grande partie de son énergie dans la concrétisation du projet DoucheFLUX.

Il faut remonter jusqu'en 2009 pour trouver les racines du projet DoucheFLUX. Cette année-là, avec le Collectif MANIFESTEMENT (www.manifestement.be), Laurent d'Ursel décide de préparer une manifestation avec les SDF bruxellois, manifestation dont le thème était : *« Les SDF descendent dans la rue pour exiger une baisse du prix de l'alcool ! »* Depuis 2006, le Collectif organisait chaque année une manifestation au thème ouvertement décalé et/ou provocateur (en 2007 : *« Pour le rattachement de la Belgique au Congo ! »*)

« L'idée c'était de faire entendre la voix des SDF avec une revendication assumée, en mettant en avant ce stéréotype, en détournant les codes, ce n'était évidemment pas de pousser à la consommation d'alcool, Patrick Declerck philosophe, anthropologue et psychanalyste, auteur du livre référence Les Naufragés. Avec les clochards de Paris (Terre Humaine-Pocket, 2001) l'avait bien compris (on peut lire ou écouter son interview sur le site du Collectif).

> *« Mais je crois que ce titre touche effectivement quelque chose de fondamental qui est au-delà de la provocation et de la plaisanterie, qui est le problème de savoir jusqu'où on peut tolérer, voire encourager, la réalité de l'autre tel qu'il est. Ce problème-là, qui est un problème extrêmement ardu, tant dans le discours de la société en général que dans le travail thérapeutique individuel, me semble un problème absolument fondamental. On voit très bien, par exemple, comment une partie du discours sur l'alcool dérive d'une position : « Éliminons l'alcool » à : « Éliminons les alcooliques »…*
>
> *— Extrait de l'interview de Patrick Declerck*

Par contre dans le secteur du sans-abrisme cela a été le tollé, alors que le message c'était de dire que les SDF sont des gens comme tout le monde, qu'ils peuvent manifester dans la rue pour défendre leurs droits, pour exprimer leurs revendications.

Il y a eu des réactions assez violentes dans certaines associations, l'incompréhension était totale, je me faisais jeter hors leurs murs quand j'y allais pour mobiliser les SDF. Il y a eu des malentendus aussi, on pensait que j'étais l'initiateur de Miss SDF, alors que j'avais seulement fait partie du jury. »

Le second degré ne fonctionnait pas ?

« Alors là, je vais le dire de manière extrêmement forte, je ne fais rien au second degré, tout ce que je fais est au premier degré, tout. »

Revenons donc sur ce projet de manifestation

« Finalement, malgré des mois de préparation, elle n'a jamais eu lieu, j'étais épuisé et c'est sans doute mieux que cela ce soit passé ainsi. A cette époque nous ne sommes plus que deux dans le Collectif.

C'est pourtant le moment que choisit Nico Lauwers (du team Herscham) pour venir me secouer et me dire qu'il faut organiser une manifestation avec les SDF.

Le 31 décembre 2010 il y a donc eu une manifestation « Pour enterrer en beauté l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion !

Cette même année 2010 qui se terminait sur une augmentation de la pauvreté, cette même année où les chiffres explosaient.

La manifestation connu un franc succès, nous avions créé des liens forts et nous avons décidé de ne pas nous arrêter en chemin. »

Inspecteur de police, Nico Lauwers (aujourd'hui décédé) a créé en 2003 «le team Herscham «, une cellule d'intervention auprès des habitants de la rue. Ce nom provient d'un jeu que l'on trouve sur le web dans lequel Herscham est le dieu des mendiants et des exclus. L'équipe, de trois personnes, construit des liens avec les gens de la rue en leur rendant visite quotidiennement, elle travaille en contact étroit avec le secteur associatif pour les aider, et en cas de danger, le policier peut obliger qu'on embarque le SDF alors qu'un service social n'a pas cette autorité.

Etre à l'écoute de leurs revendications et les porter sur la place publique

« Tous les 15 du mois entre février et mai 2011 nous avons organisé une permanence politique pour les SDF, c'est pendant ces permanences organisées sous forme de manifestations statiques place de l'Albertine que nous avons commencé à récolter les revendications des SDF. L'idée d'éditer un livre s'est assez vite imposée (Revendications de (pré-)SDF bruxellois par le Collectif MANIFESTEMENT, Maelström) il ne fallait pas que ces paroles se perdent. Ces cris d'alarme devaient être portés sur la place publique parce que les préjugés ont la vie dure, parce que les conditions concrètes de la survie dans la rue sont peu connues du grand public. Il fallait que la classe politique soit interpellée dans son ensemble sur les dysfonctionnements causés principalement par le manque atterrant de moyens financiers et matériels mis à disposition du secteur.

Concomitamment le Collectif s'arrête là et moi j'ai toujours le secteur à dos… »

La critique est aisée, mais…

« Critiquer est facile, mais concrètement, comment tenter d'apporter quelques solutions après cette sorte d'audit ? C'est la question que je me pose alors, et c'est à ce moment-là que l'idée de DoucheFLUX commence à germer.

La naissance se fait en trois actes.

Premier acte : Il y avait ce constat que La Fontaine, qui fait un superbe boulot et propose un accueil inconditionnel, ne pouvait pas, avec ses rares cabines de douche, répondre à la demande croissante d'accès à la propreté corporelle.

Deuxième acte : Un jour, alors que je distribuais des flyers pour la manif à la gare Centrale, un SDF avise mes Crocs, oui je porte toujours des Crocs…, et m'apostrophe : « Vous n'êtes ni flic, ni médecin, ni psy, ni AS…qui êtes-vous ? Je lui réponds que je suis artiste. Et là, je vois une lumière dans ses yeux. Ce jour-là, je me dis qu'il faut sortir le social de social. Qu'être en contact avec des personnes hors circuit social est même, en fait, une action éminemment sociale.

Troisième acte : Mais je n'y arriverai pas seul. Et la chance veut que je connaisse Chris Aertsen, qui a trois qualités majeures qui me manquent cruellement (être une femme, une néerlandophone et une chef d'entreprise), à qui je propose d'accoucher ensemble du projet, et qui accepte.

La première évidence c'est qu'il faut multiplier les accès aux douches, permettre aux SDF et aux plus précaires de restaurer une image positive d'eux-mêmes. La confiance passe aussi par l'image que l'on a de soi et que l'on donne à voir de soi.

Deuxième évidence, mettre en place des activités qui puissent leur redonner l'estime de soi.

A partir de là tout s'enchaine, des activités se mettent en place, on crée un magazine *« DoucheFLUX magazine »* auquel collaborent les SDF, une émission de radio mensuelle *« La Voix de la rue »* (diffusée sur Radio Panik tous les 4ème lundis du mois), qui fait entendre la Voix des SDF, de les entendre parler de leur réalité.

Une fois par mois, il y a un film-débat qui permet aux plus précaires de débattre autour des problématiques relatives à la pauvreté. Nous organisons des rencontres dans les écoles, pour sensibiliser les élèves à cette réalité sociale, loin des idées reçues. Des tables rondes, des rencontres, tout cela fait partie intégrante du projet. Il s'agit de les sortir de l'auto-exclusion, laquelle est bien plus douloureuse que l'exclusion parfois. Il faut qu'ils puissent se réapproprier leur propre sujet. Signer qui ils sont… »

Et l'argent dans tout ça ?

« Pour mener à bien ce projet il nous fallait un lieu, il devait être grand, avoir une capacité d'accueil importante afin de pouvoir, en plus des douches, y organiser de multiples activités, ce lieu nous l'avons trouvé : 650 mètres carré rue des Vétérinaires à Anderlecht, les travaux de rénovation ont commencé, le bâtiment devrait s'ouvrir à l'automne 2016. Une des premières choses dont Chris Aertsen m'a parlé c'était bien évidemment du financement de ce projet puisqu'il ne s'agissait pas d'aller chercher des deniers publics, dont on sait qu'ils sont de plus en plus rares dans le secteur. D'emblée je lui ai dit que trouver de l'argent pour l'achat et la rénovation du bâtiment ne serait pas un problème, et ce n'en fut pas un…enfin…tout l'argent n'est pas encore sur la table… Quand on a la chance de connaître quelques personnalités riches qui elles-mêmes connaissent d'autres riches et qu'on arrive à les convaincre du bien-fondé d'un tel investissement, c'est presque facile. »

« Dans un monde idéal DoucheFLUX ne devrait pas exister. »

Laurent et le secteur, réconciliation en vue ?

Quand je suis allé voir les associations avec mon projet, quand elles ont compris que c'était du concret et que le but était de travailler avec elles en complémentarité, les tensions se sont apaisées. Aujourd'hui nous sommes partenaires dans cette guerre contre l'extrême pauvreté. On ne marche sur les plates-bandes de personne, on ne fait pas ce que les autres font. Il y a des besoins, nous les rencontrons, il y a des manques, nous tentons de les combler.

Et la créativité ?

Chez DoucheFLUX, la créativité est là partout, tout le temps, en ce moment on bosse sur un jeu de société, une sorte de jeu de l'oie de la précarité, où on retrouvera les échecs, les difficultés des parcours de SDF, mais aussi les choses positives, celles qui aident à s'en sortir. La créativité elle est dans les activités proposées, elle est dans le magazine, l'émission de radio.

La créativité est conjointe, il y a la nôtre, il y a la leur.

La créativité elle aura aussi pour but de faire en sorte que les gens ne détourneront plus la tête quand ils croiseront un SDF, un précaire.

La créativité elle mettra en lumière que tout le monde peut, à un moment difficile de son existence, louper une marche, se retrouver là où jamais il n'aurait pu s'imaginer.

Utiliser les codes de la pub

Nous vivons dans une société qui survalorise l'image, il faut utiliser les moyens de la pub pour arriver à nos fins. Le terme que je vais utiliser pourrait choquer quelques belles âmes, mais la créativité elle est aussi dans la capacité de rendre les SDF « sexy » pour récolter des fonds, trouver des investisseurs.

Toutes les activités que nous proposerons visent à redonner de l'énergie, de la dignité, de la confiance, de l'estime de soi à ceux dont les egos sont dévastés. C'est primordial pour leur donner la possibilité d'avancer, pour qu'ils puissent accomplir des grands ou des petits pas. DoucheFLUX doit être le lieu qui leur donne les moyens d'un nouveau départ.

Dans un monde idéal DoucheFLUX ne devrait pas exister, son existence même est un scandale, mais ce n'est pas parce que c'est un scandale qu'il ne faut pas le faire, c'est une question de dignité.

Pourquoi mettre une telle énergie dans l'aide aux SDF, pourquoi une telle implication personnelle ?

J'ai beaucoup réfléchi à cela et, in fine, je ne vois qu'une seule explication : la réincarnation. Quand je suis à leurs côtés je n'éprouve jamais aucune gêne, les relations que nous entretenons coulent de source. J'ai dû être SDF dans une vie antérieure.

« Il n'y a pas de société sans mise en scène de l'ordre social, et la stigmatisation des pauvres fait partie intégrante du système social. »

Jacques Moriau, chargé de recherche au CBCS

LES POLITIQUES SOCIALES
à l'ère néo-libérale

Depuis une quinzaine d'années, en Belgique, les politiques sociales font l'objet d'énormément de « créativité ». Au gré des législatures successives, les acquis de l'Etat social sont systématiquement remis en question sans que de nouveaux dispositifs ne permettent de maintenir le niveau de protection assuré à la fin des années 70.

Un nouveau décor de l'aide sociale se dévoile peu à peu sous nos yeux. Reste à évaluer quel rôle les travailleurs sociaux sont encore à même d'exercer dans celui-ci. Et à l'accepter ou non.

Petit retour historique sur les différentes étapes des politiques sociales et essai d'état des lieux.

Ordre social et protection des plus faibles

Réfléchir aux évolutions des politiques sociales implique un préalable : se départir de l'idée que la pauvreté ou la précarité serait un état, lié par exemple aux faiblesses personnelles ou aux hasards de la vie. L'organisation de l'aide aux personnes en situation de vulnérabilité fait partie intégrante de la structuration sociale elle –même et contribue à forger les rapports qu'entretiennent les différents groupes sociaux. Pour le dire autrement, il serait absurde de penser que la société naisse lors d'une première étape et existe comme un système fonctionnel pour ensuite seulement se pencher sur le sort des pauvres. C'est dans une dynamique totalement intégrée que la société occidentale s'est structurée sur base de divisions (entre pauvres et riches, entre nobles et roturiers, entre possédants et serfs) et de rapports réglés entre les groupes issus de ces divisions. Il n'y pas de société sans mise en scène de l'ordre social, et la stigmatisation des pauvres fait partie intégrante du système social qui se constitue en Europe aux alentours du XIIème siècle.

Dès ce moment, les moyens que se donne la société pour protéger les plus faibles s'inscrivent dans une double dynamique de séparation et de soumission d'une partie de la population. L'objectif est autant de garder certaines populations à distance de la question de la production et de la distribution des richesses que de placer ces mêmes populations à la fois en situation de défaut et de demande. C'est-à-dire de faire peser sur elles, et non sur des effets de structure propres à la société, les raisons de leur situation et les exigences morales liées à l'attribution de l'aide.

Comme nous allons tenter de le montrer, cette articulation va traverser toutes les époques jusqu'à aujourd'hui.

De l'assistance à la bienfaisance

Revenir sur l'histoire des politiques sociales c'est aussi décliner la diversité des moyens mis en place pour « faire société ». Toute organisation sociale est confrontée au problème fondamental de sa cohésion et de l'efficacité des dispositifs à mobiliser pour contrer les risques de fracture. Car faire société c'est parvenir, dans la durée, à conjurer les tensions produites par un ordre social qui, toujours, favorise certains aux détriments d'autres.

Dans son ouvrage incontournable[1] Castel relève l'apparition des premiers dispositifs institutionnalisés d'aide sociale dès le XIIème siècle, au moment où les solidarités familiales et communautaires ne suffisent plus à garantir une répartition relativement harmonieuse des ressources. Ces premières interventions assistancielles sont, bien entendu, fortement liées au christianisme et aux vertus de la charité. La pauvreté est alors symboliquement valorisée en référence au Christ qui s'est dépouillé pour sauver les hommes. Dans ce cadre, les pratiques charitables des nantis à destination des pauvres font parties des voies menant au salut. Un ordre inégalitaire se légitime en reliant ceux qui se sauvent en donnant et ceux qui reçoivent les dons.

Cette première forme d'assistance directe va perdurer jusqu'à la Révolution française, se complexifiant au gré de l'urbanisation et du développement économique. Au fil des siècles, le principe de l'assistance tend peu à peu à se formaliser et à se laïciser. En sus des ordres chrétiens et des seigneurs, les autorités municipales ou régionales vont également organiser leur système d'aide à destination des miséreux. Au-delà de la diversité des sources et des formes d'organisation, le respect de deux principes unifient toutefois toutes ces attentions : la proximité entre ceux qui assistent et ceux qui sont assistés pour ce qui est du fondement de la relation de don et l'incapacité physique au travail comme raison légitime d'être aidé.

Derrière ce qui pourrait apparaître comme un souci envers les plus démunis se fait jour également une forte volonté de contrôle social. Un premier prolétariat se forme dans les villes naissantes et

1 Robert Castel, Les métamorphoses de la question sociale, Paris, Fayard, 1995.

fortement dominées par les corporations, dont il s'agit de contrôler les allées et venues. La répression du vagabondage et l'enfermement massif des pauvres dans les workhouse (Royaume-Uni) ou les Hôpitaux généraux (France) est un moyen de garantir l'ordre social corporatiste de la ville bourgeoise en devenir en l'abritant de la possible révolte des croquants. Pour les plus pauvres, une seule alternative se dessine entre travail forcé ou travail réglé par les corps de métier. La fin du régime féodal va correspondre à l'avènement de la question du travail comme principal nœud de la cohésion sociale.

Avec les prémices de la Révolution industrielle, et dans le nouveau contexte politique centré autour de la notion de liberté qu'ont récemment institué les révolutions bourgeoises, le système assistanciel change de visage. Exit la charité chrétienne, place à la bienfaisance. C'est la bourgeoisie industrielle qui a repris la main sur la question de la pauvreté et l'intègre à ses préoccupations : celles de la liberté d'entreprendre et de la garantie de la propriété privée. Le libéralisme – comme doctrine politique, organisation économique et principe de régulation sociale – met au pinacle le principe de responsabilité et la valeur du travail. La pauvreté devient une affaire personnelle, liée à l'imprévoyance et aux mauvais penchants des classes laborieuses.

Face aux dégâts du paupérisme, c'est aux patrons de montrer l'exemple et de prendre en charge les ouvriers « méritants » et leurs descendants victimes des accidents de la vie. Se mettent en place les premières caisses de secours mutuels par entreprise ou secteur d'activité, les systèmes de patronage[3], et pour les plus nécessiteux, l'assistance directe octroyée par les dames patronnesses.

Ces mécanismes sont à la base d'une politique étatique de sécurité sociale. Les premiers bureaux de bienfaisance publique municipaux voient le jour en Belgique dès après la révolution de 1830. Il faudra encore cent ans pour que soient fondées les Commissions d'assistance publique (1925) qui regroupent en une seule institution tous les dispositifs de lutte contre la misère. Largement autonome du pouvoir communal, ces commissions fonctionnent néanmoins encore sur le modèle de la bienfaisance et reproduisent son arbitraire et la toute puissance laissée aux notables locaux.

La sécurité sociale, un projet politique

C'est le grand bouleversement de la seconde guerre mondiale et le rapport de force inédit qui en résulte qui rendent possible un véritable saut qualitatif du système de protection. Dans un contexte de reconstruction, de relatif plein-emploi mais aussi de peur de la contagion du modèle communiste, de substantiels avancées sont réalisées en faveur du salariat. Les travailleurs se voient octroyer une série d'avantages et de garanties qui définissent un véritable statut et une protection réelle contre les aléas. La « sécurité sociale » permet de sceller un pacte de nature politique entre les différentes forces idéologiques du pays. Sont ainsi établis, dès 1944, une assurance maladie et une assurance chômage obligatoires et l'Office national de la sécurité sociale (ONSS).

La Belgique se dote d'un système intégré de sécurité sociale, basée sur le principe de l'assurance (cotisations), fortement lié à l'emploi (ce qui ne pose pas problème à ce moment de plein-emploi) et géré paritairement par les interlocuteurs sociaux. Pour ceux qui restent en dehors du monde du travail, les CAP et leur arbitraire demeurent le derniers recours. Mais les critiques quant à leur fonctionnement se font de plus en plus vives et les revendications en faveur de l'établissement d'un droit à l'obtention pour tous d'un « minimum socio-vital » vont aboutir en 1974 à la création du Minimex, véritable droit à l'aide sociale.

La création en 1976 des Centres publics d'aide sociale (CPAS) clôturera cette séquence politique à l'avantage du plus grand nombre. La situation, à l'aube des années 80 et alors que les premiers effets de la crise économique commencent à se faire sentir, est la suivante : le « passage d'une assistance avant tout discrétionnaire, facultative et paternaliste vers un droit subjectif qui tend vers l'universalisation d'un droit à l'aide sociale[3] ».

De la guerre à la pauvreté à la guerre aux pauvres

C'est précisément au moment où les institutions d'aide sociale se structurent sur base d'une assurance généralisée et prennent, pour les plus faibles, la forme d'un droit inconditionnel que les conditions économiques difficiles commencent à menacer cet état de fait. L'explosion du chômage de masse pèse de façon inédite sur les finances publiques et fait exploser le lien fort construit entre travail et protection. La sécurité sociale devient de fait la variable d'ajustement du budget de l'Etat et les personnes sans-emploi se voient soumises à un contrôle et une pression croissants.

Alors que la fin des années 70 se caractérisait comme une espèce d'apogée de la protection, les années 80 marquent le début d'un glissement de l'assurance vers l'assistance, du public vers le privé, du fédéral vers le communautaire, du social vers le fiscal[4]. Plusieurs formes de sélectivité sont instaurées via des politiques particulières : en fonction de la situation familiale, en fonction de la durée et en fonction des revenus. Parallèlement se mettent en place les politiques d'activation qui reviennent sur le caractère automatique du droit à l'aide et en conditionnent l'octroi, souvent de façon individualisée, à un ensemble de critères formalisés sous forme de contrat entre l'usager et les institutions. Au fil des réformes, les différences entre système d'assurance et d'assistance se font progressivement de moins en moins claires.

2 Le patronage est un système complet de prise en charge des classes ouvrières par le patronat. Il vise explicitement à lier les familles prolétaires à l'entreprise du berceau à la tombe : scolarité, nourriture, vêtements, etc. Les familles bénéficient de prestations d'aides en contrepartie d'une fidélité exemplaire aux valeurs bourgeoises (abstinence, probité, économie) et à l'entreprise. Ce système est lié à un contrôle strict de la mobilité et du comportement des prolétaires via le livret ouvrier, rendu obligatoire par la loi.

3 Daniel Zamora, « Histoire de l'aide sociale en Belgique », Politique, n°76, septembre-octobre 2012, pp. 40-45.

4 Voir Pierre Reman, « Transformations du système belge de sécurité sociale : essai de relecture à l'aide de concepts néo-institutionnalistes » in L'Etat de la Belgique, 1989-2004, quinze années à la charnière du siècle, POL-HIS, De Boeck, 2004.

> « La sécurité sociale devient la variable d'ajustement du budget de l'Etat. »

De façon générale, on assiste à une résurgence de la conditionnalité de l'aide et au retour d'une méfiance généralisée à l'encontre de ceux qui occupent les places les plus dévalorisées dans la hiérarchie sociale. La transformation des centres publics d'aide sociale en centre d'action sociale marque symboliquement cette injonction à l'activation et à la responsabilisation et, en sous-main, le retour à une idéologie qui enjoint au pauvre d'assumer la responsabilité de sa condition.

A un moment où les valeurs du neo-libéralisme sont omniprésentes, les choix politiques dominants sont clairement posés en faveur des entreprises et des « entrepreneurs ». La sortie de crise ne peut plus se penser qu'en terme d'aide à la création d'emplois sans qu'à aucun moment ne puisse être envisagée une réflexion sur les prémisses du système.

Dans ce contexte, le travail social a lui aussi été invité à se transformer et à soutenir « l'action sociale » auprès des usagers. Concrètement, il s'agit la plupart du temps de contribuer à favoriser l'émergence d'une nouvelle subjectivité : celle d'un individu autonome et responsable qui soit capable de dessiner et de mener à bien des projets individuels. Dit autrement, il s'agit surtout de participer au remplacement d'une logique égalitaire par une logique individualiste.

Mais comme nous le rappelle Michel Autès : « Plus les individus deviennent libres et autonomes, plus leur échappent la maîtrise de leur destin collectif et la trame de leur être ensemble. Plus s'ouvre l'espace des possibles pour l'individu, plus s'efface l'horizon des choix collectifs livrés aux lois anonymes du développement et de la logique imperturbable des « lois » du marché[5] ».

Le travail social est-il condamné à participer à cette mascarade ?

5 Michel Autès, "Territoires et subjectivité : les nouveaux défis de l'action sociale", Recherches et prévisions, n°81, septembre 2005, pp. 9-17.

Martine Cornil, pour le CBCS

CECI N'EST PAS UNE CONCLUSION

Le fil rouge de ce BIS devait être la créativité, celle que l'humanité déploie depuis la nuit des temps pour avancer, pas celle qui sert de cache-misère aux manques budgétaires. Et pourtant tous ceux que nous avons rencontrés et qui déploient des trésors d'imagination pour atteindre leurs buts, tous ceux-là préféreraient sans doute mettre leur créativité au service d'autre chose que ce pour quoi nous les avons interviewés.

Ils préféreraient sans doute écrire, dessiner, composer de la musique, faire des photos, des films d'art, cultiver leur potager, explorer de nouvelles voies, imaginer d'autres paradigmes, rêver.

En rédigeant ces articles, compte-rendus de ces rencontres, me revenaient en boucle les mots de Christine Mahy (directrice du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté) : *« Toute cette créativité que les pauvres mettent au service de la survie, et elle est immense…, c'est une énergie qui est perdue pour la société. »*

Ceux que nous avons rencontrés ne se battent pas pour leur propre survie, ils se battent pour une certaine idée qu'ils ont du vivre ensemble, du bien commun. Peut-être qu'ils se battent pour la survie d'une idée. Ils servent de « pansements » sur des plaies de plus en plus importantes, de plus en plus profondes. Ils le savent, ils le disent tous. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'ils émaillent leurs histoires de métaphores médicales. Ils aimeraient certainement faire autre chose, ils ont sans doute autre chose à faire que de servir de béquille à un État social de plus en plus défaillant. Qu'est ce qui les motive ? Un mot revenait en permanence lors de ces entretiens, le mot humanité. C'est une question d'humanité… c'est mon humanité… c'est notre humanité…

Des mots et des questions. Sur le rôle de l'Etat, sur la pièce dans laquelle ils jouent finalement, en assumant ce que l'Etat ne fait plus, ou pas, ou pas assez. Sur l'éventuelle instrumentalisation de leurs actions, tous ces petits pansements qu'ils distribuent et qui participent peu ou prou au maintien de la paix sociale.

Paix sociale ou anesthésie sociétale ? Toutes ces questions, ils se les posent, comme se les posent les pro des secteurs, dans les associations (trois rencontres à lire sur www.cbcs.be).

Mais pour eux, comme pour tant d'autres, il y a urgence, alors ils sont là, dans la rue, sur scène, dans les réunions de quartier, dans les parcs…

Humanité, définitions du Larousse

- *Ensemble des êtres humains, considéré parfois comme un être collectif ou une entité morale.*
- *Disposition à la compréhension, à la compassion envers ses semblables, qui porte à aider ceux qui en ont besoin*

Ils sont là, tout à côté de ceux que l'on aimerait tant rendre invisibles, de ces autres qu'on aimerait tant garder ignorants, de ceux-là encore qu'on aimerait tant faire taire.

Ils sont là, avec leur énergie, leur créativité, leurs boîtes à outils. Et ils bossent. Ils n'ont rien à y gagner. Plus tard quand ils auront un peu de temps, ils théoriseront peut-être sur ces moments où ils ont refusé de rester au balcon.

En attendant, et sans évacuer la question de la privatisation de l'aide sociale et de ce que cela dit du rôle régulateur de nos institutions, à travers leurs actions, ils posent les seules questions qui vaillent : dans quelle société voulons-nous vivre ? Jusqu'où pouvons-nous accepter la souffrance de l'autre ?

Pour eux, il semble bien que les réponses soient claires.

Et créatives.

- A.N.A.I.S.
- ABAKA ASBL
- AIDE AUX FAMILLES DE SCHAERBEEK
- AIDE FAMILIALE - BRUXELLES ASBL
- AIDE SOCIALE AUX FAMILLES ET PERSONNES AGÉES DE KOEKELBERG
- AIMER À L'ULB
- AIMER JEUNES
- ALTEO BRUXELLES
- ALZHEIMER BELGIQUE
- ANTENNE TOURNESOL
- ARÉMIS ASBL
- ASSOCIATIF FINANCIER
- ASSOCIATION DES CENTRES ET SERVICES BRUXELLOIS POUR PERSONNES HANDICAPÉES
- ASSOCIATION DES ERGOTHÉRAPEUTES
- ASSOCIATION DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT POUR PERSONNES HANDICAPÉES
- ASSOCIATION FRANCOPHONE D'AIDE AUX HANDICAPÉS MENTAUX
- ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES
- ATOLL
- BRUXELLES - ASSISTANCE - IIIÈME MILLÉNAIRE
- BRUXELLES LAÏQUE
- BUREAUX DE QUARTIERS
- C.A.P. - I.T.I
- CANCER ET PSYCHOLOGIE
- CENTRALE DE SERVICES ET DE L'AIDE À DOMICILE
- CENTRALE DES SERVICES À DOMICILE DE BRUXELLES - CSD ASBL
- CENTRE BRUXELLOIS D'ACTION INTERCULTURELLE
- CENTRE BRUXELLOIS DE PROMOTION DE LA SANTÉ
- CENTRE D'APPUI - MÉDIATION DE DETTES
- CENTRE DE CONSULTATIONS CONJUGALES ET DE PLANNING FAMILIAL DU KARREVELD
- CENTRE DE CONSULTATIONS FAMILIALES ET SEXOLOGIQUES
- CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE COORDINATION SOCIALES
- CENTRE DE GUIDANCE D'ETTERBEEK
- CENTRE DE GUIDANCE D'IXELLES
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL D'AUDERGHEM - LE CAFRA
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL DU MIDI
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL ET DE SEXOLOGIE DE FOREST
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL ET DE SEXOLOGIE D'IXELLES
- CENTRE DE PRÉVENTION DES VIOLENCES CONJUGALES
- CENTRE DE PSYCHO-ONCOLOGIE ASBL
- CENTRE DE SANTÉ LE GOELAND
- CENTRE DE SANTÉ LE MIROIR
- CENTRE DE SANTE MENTALE 'L'ADRET'
- CENTRE DE SERVICE SOCIAL DE BRUXELLES SUD - EST
- CENTRE FAMILIAL DE BRUXELLES
- CENTRE MEDICAL ENADEN
- CENTRE SÉVERINE
- CENTRES DE COORDINATION DE SOINS ET DE SERVICES À DOMICILE INDÉPENDANTS ASBL - COSEDI
- CHAPELLE AUX CHAMPS
- CITÉ SÉRINE
- COLLECTIF CONTRACEPTION SANTÉ DES FEMMES
- COLLECTIF DE SANTÉ LA PERCHE
- COORDINATION BRUXELLOISE DES INSTITUTIONS SOCIALES ET DE SANTÉ
- COORDINATION LAÏQUE DE L'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ
- CSÀD (CENTRE DE SERVICES ET D'AIDE À DOMICILE)
- CSC-CNE
- DUNE
- ENEO, MOUVEMENT SOCIAL DES AÎNÉS
- ENTR'AIDE DES MAROLLES
- ENTRE2
- EQUIPES D'ENTRAIDE
- ESPACE P
- ESPACE RENCONTRE BRUXELLES ASBL
- ESPACE SOCIAL TÉLÉ-SERVICE
- FACULTÉ D'AIMER
- FASS
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE DES MAISONS MÉDICALES
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE FRANCOPHONE DES INSTITUTIONS POUR TOXICOMANES
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE FRANCOPHONE DES ORGANISMES D'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE PLURALISTE DE SOINS PALLIATIFS ET CONTINUS (F.B.S.P. ASBL)
- FÉDÉRATION DE CENTRES PLURALISTES DE PLANNING FAMILIAL
- FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS SIMILES FRANCOPHONES ASBL
- FÉDÉRATION DES CENTRES DE SERVICE SOCIAL MUTUALISTES BRUXELLOIS
- FÉDÉRATION DES INITIATIVES ET ACTIONS SOCIALES
- FÉDÉRATION DES INSTITUTIONS MÉDICO-SOCIALES
- FÉDÉRATION DES MAISONS D'ACCUEIL ET DES SERVICES D'AIDE AUX SANS-ABRI ASBL
- FÉDÉRATION DES MAISONS DE JEUNES EN MILIEU POPULAIRE
- FÉDÉRATION DES SERVICES BRUXELLOIS D'AIDE À DOMICILE
- FÉDÉRATION DES SERVICES SOCIAUX
- FÉDÉRATION FRANCOPHONE DES INITIATIVES D'HABITATIONS PROTÉGÉES
- FÉDÉRATION LAÏQUE DE CENTRES DE PLANNING FAMILIAL
- FÉDÉRATION NATIONALE DE PROMOTION DES HANDICAPÉS
- FÉDÉRATION SOCIALISTE DES PENSIONNÉS
- FGTB- SETCA BRUXELLES
- FONDS DES AFFECTIONS RESPIRATOIRES
- FONDS DU LOGEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
- FONDS JULIE RENSON
- FORUM BRUXELLOIS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
- FREE CLINIC
- GRANDIR ENSEMBLE
- GROUPE SANTÉ JOSAPHAT
- HAUTE ECOLE CATHOLIQUE CHARLEROI-EUROPE - INSTITUT CARDIJN
- HAUTE ECOLE GROUPE ICHEC - ISC SAINT-LOUIS - ISFSC, CATÉGORIE SOCIALE
- HAUTE ECOLE LIBRE DE BRUXELLES ILYA PRIGOGINE - DÉPARTEMENT SOCIAL
- HAUTE ECOLE PAUL-HENRI SPAAK - DÉPARTEMENT SOCIAL
- INFOR-DROGUES
- INFOR-HOMES
- INTERSTICES CHU ST-PIERRE
- JEUNES SCHAERBEEKOIS AU TYRAVAIL ASBL
- LA TRACE
- L'AMBULATOIRE - FOREST
- LE CHIEN VERT
- LE GRES
- LE MERIDIEN
- LE NOROIS
- LE NOUVEAU CENTRE PRIMAVERA
- LE PATIO
- LE PELICAN
- LE SAS
- LE TROISIÈME OEIL
- L'ENTRE-TEMPS
- L'EQUIPE/BABEL
- L'ESCALE
- LIGUE BRUXELLOISE FRANCOPHONE POUR LA SANTÉ MENTALE
- LIGUE DES FAMILLES
- LIRE ET ECRIRE BRUXELLES
- MAISON MÉDICALE ASBL (FOREST)
- MAISON MÉDICALE D'ANDERLECHT
- MAISON MÉDICALE DE LAEKEN
- MAISON MÉDICALE DES MAROLLES
- MAISON MÉDICALE DU BOTANIQUE
- MAISON MÉDICALE DU MAELBEEK - ASBL PROMOTION SANTÉ
- MAISON MÉDICALE DU NORD
- MAISON MÉDICALE DU VIEUX MOLENBEEK
- MAISON MÉDICALE ESSEGHEM
- MAISON MÉDICALE GALILÉE
- MAISON MÉDICALE HORIZONS
- MAISON MÉDICALE KATTEBROEK
- MAISON MÉDICALE LE NOYER
- MAISON MÉDICALE SANTÉ PLURIELLE
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE
- MODUS VIVENDI
- MUTUALITÉ SAINT-MICHEL
- PARTENAMUT
- PERSPECTIVE ASBL
- PIERRE D'ANGLE
- PLAN F
- PLANNING FAMILIAL DE LA SENNE
- PLANNING FAMILIAL DE WATERMAEL BOITSFORT
- PLANNING FAMILIAL DE WOLUWÉ-SAINT-PIERRE
- PLANNING FAMILIAL D'EVERE
- PLANNING FAMILIAL LEMAN
- PLANNING MAROLLES
- PLATEFORME FRANCOPHONE DU VOLONTARIAT
- PROJET LAMA
- PROSPECTIVE JEUNESSE
- PSYCHO-ETTERBEEK
- R.A.T.
- SERVICE DE SANTE MENTALE DE L'UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES
- SERVICE DE SANTE MENTALE SECTORISE DE FOREST-UCCLE-WATERMAEL-BOITSFORT
- SERVICE DE SANTE MENTALE SECTORISE DE SAINT-GILLES
- SERVICE LAÏQUE D'ACCOMPAGNEMENT ADMINISTRATIF - AIGUILLAGES
- SERVICE LAÏQUE D'AIDE AUX JUSTICIABLES ET AUX VICTIMES B II - SLAJ-V ASBL
- SERVICE LAÏQUE D'AIDE AUX PERSONNES
- SERVICE POUR LA TRANSFORMATION, L'INNOVATION ET LE CHANGEMENT SOCIAL
- SERVICE SOCIAL JUIF
- SESO
- SMES-B
- SOINS À DOMICILE ASBL
- SOINS CHEZ SOI (ACCOORD)
- SOLIDARITÉ SAVOIR
- SOS JEUNES
- SOS VIOL
- SSM CHAMP DE LA COURRONNE
- TÉLÉ - ACCUEIL
- TELS QUELS
- TRANSIT ASBL
- ULYSSE
- WOLU-PSYCHO-SOCIAL (WOPS)
- WOLU-SERVICES

Francophones Bruxelles

Avec le soutien de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

CBCS
CONSEIL BRUXELLOIS DE
COORDINATION SOCIOPOLITIQUE

Rue Mercelis 27 - B-1050 Bruxelles
T. 02 511 89 59

A voir, revoir et lire
http://cbcs.be/Gouvernance-concurrence-et

Les Rencontres irisées

Les rencontres politiques de Céline Fremault, Cécile Jodogne, Didier Gosuin et Rudi Vervoort organisées par la CLASS, l'AMA, la FdSS et le CBCS, en collaboration avec PointCulture ont eu pour objectifs :

- de donner la parole à un(e) ministre bruxellois(e) invité(e) afin d'éclairer certains éléments de la politique sociale et de santé à Bruxelles ;
- de permettre aux responsables politiques d'entendre les préoccupations du terrain ;
- de débattre ensemble des politiques menées. Cette année, un enjeu tout particulier de ces rencontres était de mieux comprendre les conséquences de la VIème réforme de l'Etat et des transferts de compétences : qu'est-ce que cela change ? Quelles nouvelles opportunités, mais aussi quelles difficultés cela implique ?

A suivre sur www.cbcs.be

Pignon sur rue

Nous sommes allés à la rencontre de trois associations (L'Autre Lieu, L'Entraide des Marolles, Le Méridien) pour y parler de la manière dont ils déclinent la créativité.

Et en bonus quelques nouvelles du futur...